

Manuel du plan parental



Permission d'utiliser ou de copier : La présente publication peut être utilisée ou reproduite sans frais par les parents et les professionnels de la justice familiale. La reproduction commerciale d'importantes parties ou de l'intégralité du document est interdite, sauf avec la permission expresse de la section de l'Ontario de l'Association of Family and Conciliation Courts (AFCC-Ontario).

Le présent document ne vise pas à fournir des conseils juridiques ou d'autres conseils professionnels, et ni l'AFCC-Ontario ni les membres du groupe de travail ne sauraient être tenus responsables envers quelque utilisateur que ce soit. L'AFCC-Ontario souligne avec reconnaissance le soutien financier de la Fondation du droit de l'Ontario pour la préparation et la traduction du présent document; la Fondation du droit n'assume aucune responsabilité quant à son contenu.

Le présent *Manuel du plan parental* a été préparé par la section de l'Ontario de l'Association of Family and Conciliation Courts (AFCC-Ontario) pour aider les parents et leurs conseillers professionnels à élaborer des plans parentaux réalistes et axés sur les enfants. Le *Manuel* offre des suggestions visant à améliorer la communication entre les parents qui se sont séparés ou qui n'ont jamais vécu ensemble et leur donne des conseils sur l'établissement de plans pour élever leurs enfants. Le *Manuel* repose sur le principe que, dans la plupart des cas, il est dans l'intérêt supérieur des enfants que les parents coopèrent et réduisent au minimum les conflits entre eux et que les enfants aient une relation significative avec les deux parents. Le *Manuel* devrait aider les parents à atteindre ces objectifs.

Le *Manuel* combine, d'une part, les connaissances acquises grâce à la recherche de développement sur l'incidence de la séparation et du divorce des parents sur les enfants et, d'autre part, les connaissances pratiques au sujet des besoins des enfants dont les parents vivent séparément. Le *Manuel* est conçu pour être utilisé conjointement avec le *Modèle de plan parental de l'AFCC-Ontario*, lequel offre des suggestions de clauses particulières qui peuvent être utilisées ou adaptées aux fins d'un plan parental. La version 2021 du *Manuel* et du *Modèle* est une révision des documents préparés par l'AFCC-Ontario en 2020. Les documents actuels tiennent compte des modifications apportées en 2021 à la *Loi sur le divorce* et à la *Loi portant réforme du droit de l'enfance*. Cependant, les principaux thèmes et approches sont conformes aux documents de 2020. Le *Manuel* et le *Modèle* sont le fruit d'une collaboration entre plusieurs membres de l'AFCC-Ontario et d'autres professionnels. Nous avons beaucoup fait appel aux documents de Justice Canada. L'AFCC-O souligne avec reconnaissance le soutien financier de la Fondation du droit de l'Ontario pour la préparation de ces documents.

Dans les présents documents, les énoncés qui résument la recherche en sciences sociales reflètent les opinions réfléchies des membres du groupe de travail. Comme d'autres documents semblables, le *Manuel* n'offre pas de discussion exhaustive des questions abordées et ne contient pas de citations. Les lecteurs intéressés sont priés de consulter la vaste documentation publiée sur le développement de l'enfant et l'exercice des responsabilités parentales après la séparation dans les revues de sciences sociales à comité de lecture.

Les rédacteurs du *Manuel* et du *Modèle* reconnaissent la diversité croissante de la population canadienne et le large éventail de relations familiales et de normes dans notre pays. La plupart des Canadiens ont de multiples identités croisées qui peuvent être fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'ethnicité, la culture, la race, la religion, la langue, l'âge et la classe sociale, lesquelles identités aident à façonner diverses normes et structures. Dans le cadre de la rédaction des présents documents, nous avons tenté de tenir compte du paysage changeant de la vie familiale canadienne; cependant, nous reconnaissons que ces documents ne reflètent pas toute la diversité du pays.

Membres du groupe de travail

Nicholas Bala, professeur de droit, Kingston (président)
D^{re} Rachel Birnbaum, professeure en travail social, London
Brian Burke, avocat en droit de la famille, Toronto
Antoinette Clarke, médiatrice, Région de Peel
Crystal George, coordonnatrice des services sociaux, Première Nation Aamjiwnaang, Sarnia
D^{re} Kim Harris, psychologue, London
Carolyn Leach, Bureau de l'avocat des enfants, Toronto
Archana Medhekar, avocate en droit de la famille et médiatrice, Toronto
D^{re} Rana Pishva, psychologue, Ottawa

D^{re} Shely Polak, travailleuse sociale, Toronto
Vicky Ringuette, avocate en droit de la famille et médiatrice, Hamilton
D^r Michael Saini, professeur en travail social, Toronto
Jennifer Wilson, avocate en droit de la famille, Toronto

Table des matières

Manuel du plan parental de l'AFCC-Ontario.....	6
Qu'est-ce qu'un plan parental?	6
Limites de la relation coparentale : violence et questions de bien-être importantes.....	7
Le but du présent manuel	7
Parler aux enfants au sujet du plan parental	8
Établir un plan parental juridiquement contraignant	8
Assistance professionnelle	9
.....	9
Plan temporaire	9
Modification du plan parental	10
L'importance d'une bonne relation coparentale.....	11
COMMUNICATIONS – BRÈVES, INSTRUCTIVES, AMICALES ET FERMES	14
PLANS ET CALENDRIERS ADAPTÉS À L'ÂGE.....	14
Calendriers parentaux	15
Frères et sœurs.....	17
Nourrissons : de la naissance à 9 mois	17
Bébés : de 9 à 18 mois.....	20
Tout-petits : de 18 à 36 mois.....	21
Enfants d'âge préscolaire : de 3 à 5 ans	23
Jeunes enfants d'âge scolaire : de 6 à 9 ans.....	24
Enfants d'âge scolaire plus âgés : de 10 à 12 ans.....	27
Jeunes adolescents : de 13 à 15 ans.....	29
Adolescents plus âgés : de 16 à 18 ans.....	31
Fins de semaine prolongées, congés et jours spéciaux.....	32
Personnes qui passent prendre et déposent les enfants.....	34
Souplesse face aux événements imprévus et au temps « manqué »	35
Téléphone, appels vidéo et autres contacts (« temps parental virtuel »)	36

Médias sociaux.....	37
Droit de « premier refus » (ou priorité du parent en ce qui concerne le soin parental des enfants)	38
Temps passé avec d'autres adultes importants	38
Temps passé avec les frères et sœurs.....	38
Assistance aux événements liés aux enfants	39
Effets personnels des enfants.....	39
RESPONSABILITÉS DÉCISIONNELLES.....	40
Décisions « importantes ».....	40
Décisions « quotidiennes »	42
Urgences	42
Mise en œuvre des plans.....	42
COMMUNICATION, PLANIFICATION ET MISE EN ŒUVRE	43
Échange de renseignements.....	43
Activités parascolaires.....	43
Religion, spiritualité, culture, langue et ethnicité	44
Patrimoine autochtone	44
Documents	44
Vacances et voyages	45
Restrictions concernant les voyages.....	46
RÉVISION ET MODIFICATION DES PLANS.....	46
Surveillance et modification du plan parental	46
Rencontres régulières entre les parents.....	47
Clause de « révision »	47
Changements imprévus	47
Déménagements locaux	48
Déménagement important	48
Règlement des différends familiaux	49

CONSIDÉRATIONS PARTICULIÈRES À PRENDRE EN COMPTE POUR ÉTABLIR UN PLAN PARENTAL	49
Parents n’ayant jamais vécu ensemble	49
Exercice du rôle parental à distance	50
Parents dans les Forces armées	51
Enfants ayant des besoins spéciaux.....	51
Violence familiale	52
Statut d’immigration et vulnérabilité intersectionnelle.....	53
Parents toxicomanes ou ayant des problèmes de santé mentale	54
Parents incarcérés	54
ALIMENTS POUR ENFANT.....	55
RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES POUR LES PARENTS AU SUJET DES PLANS PARENTAUX.....	56
TERMINOLOGIE.....	57

Manuel du plan parental de l'AFCC-Ontario

Qu'est-ce qu'un plan parental?

Le plan parental est un document écrit qui précise l'entente entre les deux parents au sujet de la façon dont ils élèveront leurs enfants après la séparation ou le divorce. Le plan parental vise à établir les principes et les règles qui orienteront la façon dont les parents se partageront leurs responsabilités et leur temps avec leurs enfants. Le plan porte notamment sur les questions suivantes :

- le temps que les enfants passeront avec chaque parent (c.-à-d. temps parental);
- la façon dont les parents prendront les décisions importantes et quotidiennes au sujet de leurs enfants;
- la façon dont les parents se partageront et se communiqueront des renseignements;
- la façon dont d'autres questions connexes – comme la participation d'un nouveau conjoint dans la vie des enfants – pourront être abordées;
- la façon dont les futurs désaccords au sujet des enfants devront être réglés.

Le plan parental devrait être suffisamment détaillé pour être utile, mais aussi suffisamment souple pour être réaliste et pour répondre aux besoins changeants des enfants auxquels il s'applique. Le plan parental devrait tenir compte des intérêts et des besoins de chaque enfant auquel il s'applique. Une révision du plan parental est presque inévitable à mesure que les enfants grandissent et que leurs besoins et la situation de leurs parents changent. Il faut concevoir le plan parental comme un document de travail qui devra être réexaminé et qui sera probablement révisé au fil du temps.

Il est important de discuter des questions, de cerner les sujets sur lesquels les parents s'entendent ou non, de conclure une entente (souvent fondée sur des compromis) et d'établir ensuite le plan par écrit. Le plan parental peut contribuer à réduire au minimum les futurs conflits entre les parents en énonçant clairement les directives et attentes relatives au comportement des parents, afin que chaque parent puisse soutenir la relation de son enfant avec l'autre parent. De plus, le processus d'établissement du plan parental est utile, car il donne aux parents l'occasion de résoudre des problèmes selon une approche collaborative.



Il est important de réduire au minimum les conflits entre les parents séparés. Les enfants se portent beaucoup mieux si leurs parents coopèrent et communiquent l'un avec l'autre et qu'il y a peu de conflits. Si la communication ou la coopération avec l'autre parent n'est pas facile, un bon plan parental peut préciser les détails des arrangements parentaux, afin que les parents n'aient pas besoin de négocier chaque décision qui doit être prise.

Un plan parental que les parents ont volontairement établi peut être intégré à un accord de séparation ou à une ordonnance judiciaire. Ainsi, le plan parental aura une portée juridique et pourrait être appliqué par les tribunaux.

Limites de la relation coparentale : violence et questions de bien-être importantes

La *Loi sur le divorce* et la législation ontarienne prévoient que les parents doivent recourir à des processus de règlement extrajudiciaire des différends familiaux, notamment la négociation, la médiation et le droit collaboratif, pour régler leurs différends, *dans la mesure où il est indiqué de le faire*. **La coopération entre les parents et les ententes volontaires sont habituellement ce qu'il y a de mieux pour les enfants. Cependant, dans les cas où il existe encore des préoccupations liées à la violence familiale, ou si l'un des parents a de graves problèmes de santé mentale ou de toxicomanie, des arrangements volontaires peuvent ne pas être appropriés. Dans de tels cas, la protection offerte par le processus judiciaire et par une ordonnance du tribunal peut être essentielle afin de réduire le risque de préjudice pour les enfants. De plus, un plan parental conjoint ne peut être établi que si les deux parents ont la volonté et la capacité de communiquer, de coopérer et de faire des plans axés sur les enfants.**

Il est particulièrement important pour les victimes de violence ou de mauvais traitements de la part d'un partenaire intime d'obtenir une assistance juridique. [Aide juridique Ontario fournit gratuitement une assistance juridique aux victimes de violence familiale pour les aider à comprendre leur position et à obtenir des protections juridiques.](#)

Le but du présent manuel

Le *Manuel* vise à aider les parents et les professionnels à traiter des principales questions qui se posent couramment dans le cadre de l'établissement d'un plan parental, mais la discussion dans le présent document n'est pas exhaustive. Certaines questions abordées dans le *Manuel* et le *Modèle* ne s'appliquent pas à chaque cas; de plus, il se peut que les parents veuillent traiter d'autres questions dans leur plan parental. Le présent *Manuel* ne se penche pas sur des questions juridiques comme les aliments pour enfant ou pour le conjoint ou le partage des biens; cependant, ces questions sont souvent étroitement liées aux

questions relatives au rôle parental et doivent être abordées dans un accord de séparation ou une ordonnance judiciaire.

Le *Manuel* présente des suggestions pour améliorer la communication et la coopération entre les parents et, plus précisément, pour établir conjointement un plan parental.

Parler aux enfants au sujet du plan parental

Lorsque les parents établissent ou révisent leur plan parental, ils doivent se demander comment faire participer leurs enfants à l'élaboration du plan. Bien qu'il soit préférable que les parents décident ensemble de la façon de faire participer leurs enfants et qu'ils élaborent une stratégie conjointe, cela n'est pas toujours possible – surtout au début de la séparation. Il est important de ne pas entraîner les enfants dans les conflits parentaux ou de leur demander de « choisir leur camp ». Toutefois, les parents devraient savoir que les points de vue et préférences de leurs enfants sont des facteurs importants dont il faut tenir compte au moment de prendre des décisions au sujet de leurs soins; de plus, à mesure que les enfants grandissent, les parents devraient les consulter lors de l'établissement et de la révision de plans.

Si les parents ont différentes perspectives sur les points de vue de leurs enfants, il pourrait être utile de faire appel à un professionnel indépendant qui peut rencontrer les enfants pour explorer leurs points de vue et partager ces renseignements avec les parents.

L'Agence de la santé publique du Canada a des renseignements très utiles pour les parents sur la façon d'aider les enfants qui vivent une séparation et un divorce, ainsi que des renseignements pour aider les parents à communiquer avec leurs enfants au sujet des changements dans leur vie familiale. Ces renseignements sont fondés sur la reconnaissance du fait que les considérations et les communications avec les enfants devraient dépendre de leur âge et de leur stade de développement.

Voir, sur le site Web du ministère de la Justice du Canada, le document suivant : [Parce que la vie continue...aider les enfants et les adolescents à vivre la séparation et le divorce.](#)

Établir un plan parental juridiquement contraignant

Il se peut que les parents veuillent un plan parental juridiquement contraignant. Si le plan parental est inclus dans une ordonnance judiciaire en vertu de la *Loi sur le divorce* fédérale ou de la *Loi portant réforme du droit de l'enfance* de l'Ontario, il sera juridiquement contraignant et un tribunal l'appliquera. Sinon, pour être juridiquement contraignant, le plan doit être établi par écrit et signé par les deux parents devant témoins.

Le plan parental peut avoir une portée pratique et juridique même sans avoir été intégré à une ordonnance judiciaire en tant que partie d'un accord de séparation. Cependant, il est préférable de consulter un avocat et d'obtenir des conseils juridiques pour discuter des questions relatives au caractère exécutoire du plan. Un avocat spécialisé en droit de la

famille peut également discuter des conséquences du plan parental sur les aliments pour enfant, ainsi que d'autres questions juridiques. Par exemple, il faut tenir compte du fait que les organismes externes ou les professionnels – comme les écoles, les professionnels de la santé et les organismes gouvernementaux – peuvent exiger une entente formelle écrite ou une ordonnance du tribunal avant de fournir des rapports ou de se conformer au plan d'une autre manière, et qu'ils auront besoin de documents clairs et faciles à comprendre.

Assistance professionnelle

Les parents peuvent établir un plan parental ensemble sans l'aide d'un professionnel. Le *Modèle de plan parental de l'AFCC-Ontario* et d'autres ressources sont disponibles à cette fin. Toutefois, les parents peuvent souvent bénéficier d'une assistance de la part de médiateurs, de conseillers ou de thérapeutes, ou de conseils fournis par un avocat. Il est vivement conseillé d'obtenir des conseils juridiques indépendants avant de finaliser le plan parental, notamment pour comprendre son incidence sur certaines questions financières, comme celle des aliments pour enfant.

Il y a des avocats spécialisés en droit de la famille qui sont disposés à fournir des conseils ou des services de consultation aux parents dans le cadre d'un mandat à portée limitée. Ils travaillent sur une base d'honoraires (habituellement selon un tarif horaire) pour réviser un plan parental ou une autre entente, sans fournir de représentation complète. Voir le [site Web du projet de services à représentation limitée du droit de la famille de l'Ontario](#) pour obtenir de plus amples renseignements sur ce type de services juridiques, dont les noms et coordonnées des avocats qui offrent ces services.

En Ontario, partout dans la province, des [services de médiation affiliés aux Cours de la famille](#) sont disponibles sans frais pour les personnes à faible revenu et en fonction du revenu pour d'autres personnes. Ces services peuvent être très utiles pour les parents qui veulent conclure des ententes, que ces derniers aient ou non engagé des avocats.

Plan temporaire

Les parents devraient commencer par obtenir des conseils et faire des plans pour leurs enfants au début de la séparation. Cependant, la période de séparation peut être particulièrement stressante et incertaine pour les parents et les enfants et il faudra peut-être un certain temps avant que la situation ne soit suffisamment stable pour établir un plan à long terme.

Il est souvent utile que les parents et leurs enfants « mettent à l'essai » un arrangement ou un calendrier, pour voir comment il répond à leurs besoins, et qu'ils modifient leur plan en conséquence. Souvent, il est bon que les enfants essaient différents arrangements et que les

parents obtiennent leurs points de vue avant d'établir des plans précis. Bien que les expériences et opinions des enfants soient utiles dans le cadre de ce processus, ce ne sont pas eux qui prennent la décision finale.

Dans certains cas, les parents peuvent décider d'établir un plan parental temporaire qui traite de questions plus urgentes qui doivent être réglées, tout en reportant la négociation d'un plan à plus long terme. Même si un plan se veut temporaire, il est utile de le consigner par écrit. Le plan devrait comprendre un énoncé précis indiquant qu'il s'agit d'un plan temporaire ou provisoire qui sera remplacé par un plan à plus long terme, lequel est souvent plus détaillé. Cependant, si les parents ne révisent pas ni ne modifient leur plan comme prévu, un arrangement parental fondé sur le *statu quo* pourrait être établi et constituer un facteur dans une future instance judiciaire, longtemps après le remplacement prévu du plan temporaire.

Modification du plan parental

Il est très probable que certains aspects du plan parental changeront à mesure que les enfants vieilliront et que la situation des parents changera. Si les parents ne peuvent s'entendre sur la façon de modifier leur plan parental, ils pourraient trouver utile de consulter conjointement un médiateur ou un coordonnateur parental, ou de parler à leurs avocats. Dans certaines situations, il pourrait être indiqué d'obtenir les conseils d'un professionnel de la santé mentale ou d'un autre expert avant de modifier le plan.

Comme il est décrit en détail ci-dessous, les parents devraient prendre en considération les questions liées à la possibilité d'un examen et d'une modification au moment d'établir le plan parental initial.

Même si le plan parental a été intégré à un accord de séparation ou à une ordonnance judiciaire, dans la plupart des situations, les parents peuvent convenir de modifier ou de changer leur plan parental sans retourner devant les tribunaux. Cependant, le plan modifié pourrait ne pas avoir force exécutoire en l'absence d'une modification formelle de l'ordonnance judiciaire ou de l'accord de séparation. De plus, un changement important en ce qui concerne le temps que l'enfant passe avec un parent pourrait avoir une incidence sur les obligations alimentaires relatives à l'enfant. Il est conseillé de consulter un avocat si un changement important est envisagé.

L'importance d'une bonne relation coparentale

Avant d'aborder les questions relatives aux détails des plans et calendriers parentaux, les parents devraient examiner le contexte psychologique de « l'exercice des responsabilités parentales lorsque les parents sont séparés », ainsi que les principes qui devraient orienter leur prise de décisions et la relation coparentale.

Les parents qui se séparent font face à de véritables défis lorsque leur relation change, qu'ils deviennent des « coparents » et qu'ils doivent se partager les responsabilités et les soins de leurs enfants tout en vivant des vies séparées. Les parents craignent parfois que la perte de leur relation adulte intime mènera aussi à la perte de leur relation parent-enfant. Ils s'inquiètent également de l'impact négatif que leur séparation pourrait avoir sur le développement sain de leurs enfants. Il est important que les parents soient conscients de l'expérience de leurs enfants dans le cadre de la séparation et qu'ils veillent à ce que leurs enfants reçoivent un soutien adéquat tout au long du processus.

La *Loi sur le divorce* et la législation ontarienne exigent que les parents agissent dans l'intérêt des enfants. Ainsi, les parents doivent notamment, au mieux de leurs capacités, protéger leurs enfants des conflits qui peuvent résulter de la séparation ou du divorce. Il est aussi prévu que les parents doivent favoriser la relation des enfants avec l'autre parent, sauf s'il n'est pas approprié de le faire (p. ex. s'il existe des préoccupations liées à la violence familiale).

Il y a de plus en plus de recherches sur les effets de la séparation et du divorce sur les enfants. L'utilisation de ces recherches permet de mieux évaluer les besoins des enfants et d'élaborer des plans qui répondent à ces besoins et qui favorisent le développement sain des enfants. Il est généralement reconnu que, dans la plupart des cas où les parents se sont séparés :

- les enfants se portent mieux tant à court terme qu'à long terme lorsqu'ils se sentent aimés et pris en charge par les deux parents;
- en règle générale, les enfants se portent mieux lorsque les deux parents jouent un rôle stable et significatif dans la vie de leurs enfants;

Bien que les adultes puissent ressentir de la colère, de la méfiance ou du chagrin ou un sentiment de trahison à la fin de leur relation intime avec l'autre parent, ils doivent reconnaître que leur relation coparentale devrait se poursuivre tant que les deux parents sont vivants et en sécurité et qu'une relation coparentale positive est ce qu'il y a de mieux pour leurs enfants.



- la solidité de la relation d'un parent avec un enfant dépend davantage de l'engagement et du caractère chaleureux du parent, ainsi que de sa capacité de répondre aux besoins de l'enfant, que du temps passé avec l'enfant;
- chaque parent contribue différemment et de façon utile au développement de ses enfants;
- les enfants devraient avoir du temps structuré avec chaque parent pour les activités courantes (p. ex. le bain ou les devoirs), ainsi que du temps non structuré (p. ex. jouer au parc);
- les parents devraient aider leurs enfants à maintenir des relations, des routines et des activités existantes positives;
- les enfants trouvent du réconfort dans les effets personnels (comme un animal en peluche préféré) et devraient être autorisés à les apporter avec eux d'un domicile à l'autre, peu importe quel parent les a achetés;
- les plans parentaux devront être modifiés au fil du temps à mesure que les besoins et la situation des parents et des enfants changeront.

L'exposition aux conflits entre les parents cause du tort aux enfants. Il s'agit d'une des conclusions les plus fréquentes dans les recherches sur le rôle parental après la séparation. Une relation très conflictuelle entre les parents accroît l'anxiété des enfants et nuit au développement sain des enfants. La violence familiale est un facteur de risque particulier, mais les parents devraient aussi éviter de se disputer en présence de leurs enfants, comme lors des échanges. Les professionnels de la justice familiale offrent habituellement les conseils suivants :

- Les parents ne devraient pas faire sentir à leurs enfants qu'ils doivent « choisir » entre les deux parents. Il ne faut pas culpabiliser les enfants pour s'être amusés avec l'autre parent.
- Chaque parent devrait s'efforcer d'avoir une relation respectueuse avec l'autre parent.
- Chaque parent devrait favoriser la relation de l'enfant avec l'autre parent.
- Un parent ne devrait pas faire de commentaires désobligeants au sujet de l'autre parent en présence de l'enfant ou lorsque celui-ci peut les entendre. Les proches et les amis devraient également être invités à s'abstenir de faire de tels commentaires en présence de l'enfant ou lorsque celui-ci est à portée de voix.
- Il ne faut pas s'attendre à ce que les enfants transmettent des messages entre les parents, en particulier au sujet de questions financières ou d'autres questions sur lesquelles les parents ne sont pas d'accord.
- Les parents devraient s'échanger les enfants sans se disputer et en se saluant poliment.
- Un parent devrait permettre à ses enfants d'assister aux célébrations et événements familiaux importants avec l'autre parent.

- Bien qu'il soit souhaitable que les parents reconnaissent qu'il peut y avoir des différences entre leurs domiciles respectifs, par exemple les routines et les activités quotidiennes, des pratiques religieuses et l'alimentation, il est préférable de dire qu'il s'agit de « différences » et d'éviter d'utiliser les termes « meilleur » ou « pire ».
- Les horaires de sommeil et des repas des jeunes enfants doivent être cohérents chez les deux parents.
- Même si les parents devraient tenter d'élaborer des règles cohérentes en ce qui concerne le comportement acceptable d'un adolescent, la plupart des enfants plus âgés font preuve d'une capacité d'adaptation et tolèrent les différences entre les règles (p. ex. entre la maison et l'école). Dans certaines situations, il se peut que les questions relatives aux responsabilités parentales quotidiennes doivent être abordées dans un plan parental (p. ex. s'il y a des questions de sécurité ou si les enfants ont des problèmes de santé particuliers). Cependant, les parents doivent également comprendre que le style de vie de leur ancien conjoint et sa façon d'exercer ses responsabilités parentales quotidiennes ne peuvent habituellement pas être contrôlés dans un plan parental.
- Si l'un des parents s'occupait beaucoup plus de l'enfant avant la séparation, ou si l'autre parent n'a jamais vécu avec l'enfant, le parent qui s'occupait principalement de l'enfant pourrait devoir aider l'autre parent à acquérir les compétences et les connaissances nécessaires pour s'occuper convenablement de l'enfant, et favoriser le développement d'une relation positive entre l'enfant et l'autre parent. Celui-ci fera aussi des efforts pour acquérir les compétences et les connaissances nécessaires pour exercer son rôle parental. Bien que le parent qui s'occupait principalement de l'enfant puisse s'inquiéter de confier « mon enfant » à une autre personne, il est important que le principal pourvoyeur de soins permette à l'autre parent de passer du temps seul avec l'enfant afin que leur relation puisse se développer, sauf s'il existe des préoccupations légitimes quant à la capacité de l'autre parent de s'occuper de « son enfant ».

De par leur nature, les transitions peuvent être difficiles pour les enfants. De nombreux enfants ont des difficultés lorsqu'ils doivent interrompre une activité ou quitter un parent. Ces difficultés peuvent s'aggraver si les enfants sont également exposés aux conflits entre leurs parents. Il n'est pas inhabituel que les enfants semblent angoissés ou montrent de la tristesse ou de l'anxiété lors des transitions. Il est souvent utile que les transitions aient lieu à l'école, à la garderie ou au camp. Si cela n'est pas possible, il pourrait être préférable que le parent ayant la charge des enfants avant l'échange les emmène chez l'autre parent. Ainsi,

Pour une discussion plus approfondie des effets de la séparation sur les adultes et leurs enfants, ainsi que des suggestions visant à améliorer la coopération et la communication entre les parents qui vivent séparément, consultez le site Web du ministère de la Justice du Canada : [Faire des plans - Guide sur les arrangements parentaux après la séparation ou le divorce.](#)

les parents démontrent qu'ils soutiennent la transition et les enfants ont moins l'impression que leur activité est interrompue et qu'on les enlève à un parent.

COMMUNICATIONS – BRÈVES, INSTRUCTIVES, AMICALES ET FERMES

Certains parents séparés sont capables de maintenir des rapports chaleureux et amicaux entre eux; cependant, pour bon nombre d'entre eux, la relation est probablement tendue, surtout au cours de la période suivant la séparation. Même si la relation entre les parents est bonne, il y aura des désaccords. Malgré les désaccords, et en particulier si la relation entre les parents est tendue, il est important pour les enfants que leurs parents communiquent entre eux de façon efficace et respectueuse.

Souvent, les coparents séparés communiquent par courriel, message texte ou un autre moyen de communication électronique. Il y a beaucoup de renseignements disponibles pour aider les coparents à communiquer efficacement. Il est essentiel notamment d'axer les communications sur les questions précises en cause et d'éviter de faire des commentaires négatifs au sujet de l'autre personne. Il peut être utile pour les parents de se considérer comme des partenaires qui travaillent ensemble. Leurs communications devraient refléter le but commun de poursuivre l'éducation de leurs enfants avec le moins de conflits possibles. Les communications devraient être brèves, instructives, amicales et fermes. Si l'autre partie fait des commentaires désobligeants, il est déconseillé de « répondre de la même manière ». Chaque parent devrait plutôt s'efforcer de « faire preuve de noblesse ». Songez à la façon dont l'autre parent pourrait se sentir et réagir avant d'envoyer un message texte ou un courriel. Une manière de penser aux communications avec l'autre parent consiste à imaginer comment un juge pourrait percevoir les échanges à une date ultérieure. Est-ce qu'un juge penserait que vos courriels augmentent les tensions et portent surtout sur l'autre parent, ou bien calment le jeu et sont axés sur les enfants?

PLANS ET CALENDRIERS ADAPTÉS À L'ÂGE

Le droit canadien ne part *pas* de la présomption qu'il y aura un temps parental égal ou un autre calendrier parental particulier. Tant les recherches que le droit canadien favorisent des plans personnalisés pour les enfants. Ces plans sont fondés sur les besoins de chaque enfant dans la famille et la situation des parents, plutôt que sur la présomption qu'un plan comme celui prévoyant un temps parental égal est approprié pour n'importe quel enfant.

Le recours aux plans fondés sur un temps parental à peu près égal devient de plus en plus courant au Canada. Certains enfants tirent profit de tels arrangements. Par contre, d'autres trouvent que les calendriers parentaux égaux sont dérangement ou peu commodes. Certains enfants sont profondément touchés par l'exposition continue aux conflits parentaux que de tels arrangements peuvent exacerber. Un temps parental égal est rarement approprié dans les cas suivants :

- il y a un degré de conflit élevé entre les parents, ou les parents ne communiquent pas bien;

- les parents ne vivent pas à proximité l'un de l'autre;
- les parents ne participaient pas chacun de façon importante et active aux soins des enfants avant la mise en place du plan;
- les enfants sont d'âge préscolaire et principalement attachés à l'un des parents;
- les enfants sont plus âgés et ne sont pas en faveur de cet arrangement.

De plus, quel que soit le plan initial, les besoins des enfants et la situation des parents changent à mesure que les enfants grandissent, et les plans relatifs aux soins des enfants doivent généralement être modifiés pour demeurer adaptés à leur développement. Comme nous le verrons, dans certains cas, il peut être approprié que les enfants passent initialement la majorité de leur temps à la charge d'un des parents et que le plan évolue au fil du temps vers un temps parental égal.

La discussion qui suit offre des suggestions de plans et de calendriers parentaux qui peuvent être appropriés pour les enfants de différents âges et, en particulier, met l'accent sur les facteurs que les parents devraient prendre en considération pour les enfants de différents âges. Cependant, chaque enfant et chaque situation parentale sont uniques. Bien entendu, aucun plan ne sera « parfait » pour l'un ou l'autre des parents ou leurs enfants, et chaque plan sera fondé sur des compromis. Les parents – parfois après avoir consulté un professionnel – connaissent généralement bien leurs enfants et peuvent souvent décider ensemble d'un plan qui répond aux besoins de leurs enfants et qu'ils peuvent réellement mettre en œuvre. Un médiateur pourrait être en mesure d'aider les parents à établir un calendrier réaliste s'ils ne parviennent pas à s'entendre. Sinon, un arbitre ou un juge pourrait trancher les questions qui doivent être réglées avant qu'un plan parental ne puisse être établi.

Calendriers parentaux

Dans la plupart des cas, les arrangements relatifs aux soins qui existaient avant la séparation constituent un bon point de départ pour les discussions concernant le calendrier parental initial. Dans certaines familles, en particulier lorsque les enfants sont très jeunes, l'un des parents (la plupart du temps la mère, qui peut allaiter et avoir un plus long congé parental) est le principal pourvoyeur de soins des enfants. Dans plusieurs familles, lorsqu'ils vivaient ensemble, les deux parents jouaient peut-être un rôle parental à peu près égal, depuis la naissance ou non. Dans certaines familles, des membres de la famille élargie peuvent jouer un rôle important dans l'éducation des enfants et la prise de décisions pour les enfants.



Le fait qu'un parent peut s'être davantage occupé d'un enfant avant la séparation et que l'enfant peut être plus attaché à ce parent pourrait bien être important au départ, pour établir le plan parental initial après la séparation. Cependant, il faut reconnaître que, peu importe les arrangements parentaux antérieurs, et en l'absence de préoccupations liées à la sécurité ou au bien-être des enfants, les deux parents doivent jouer des rôles importants dans la vie de leurs enfants après la séparation. Le droit canadien prévoit qu'un enfant devrait passer « avec chacun de ses parents le maximum de temps compatible avec son propre intérêt ». De plus, chaque parent doit agir dans l'intérêt de son enfant, ce qui signifie habituellement qu'il doit favoriser et maintenir « la relation de l'enfant avec l'autre parent ».

Il est également important de comprendre que, dans bien des cas, les besoins des enfants et les attentes des parents changeront à la suite de la séparation. La participation de certains parents aux soins de leurs enfants pourrait augmenter après la séparation. Cela pourrait refléter le fait que, si les parents ne s'étaient pas séparés, le parent ayant le moins participé aux soins des enfants se serait attendu à y participer davantage à mesure que les enfants grandiraient. En raison de la séparation, un parent qui reste à la maison peut être obligé de retourner sur le marché du travail, de sorte que l'autre parent doit s'occuper des enfants davantage que par le passé. De plus, si les parents n'ont jamais vécu ensemble, le parent qui ne vit pas avec les enfants pourrait avoir besoin d'une occasion de commencer à assumer un rôle de pourvoyeur de soins, sans aucune expérience à cet égard. Comme nous le verrons ci-dessous, il pourrait être indiqué d'établir un plan parental évolutif (souvent appelé « plan progressif » pour ce qui est du temps parental) fondé sur une augmentation prévue des soins, au fil du temps, de la part du parent qui participait le moins (ou qui ne participait pas du tout) aux soins des enfants avant la séparation, à mesure que la relation de ce parent avec les enfants se renforce.

Au moment d'établir et de modifier des plans, les parents doivent aussi être réalistes au sujet de leurs capacités et engagements et ceux de leurs coparents. Des facteurs comme les horaires de travail, les emplacements relatifs des domiciles, les ressources des parents et la disponibilité des transports ont tous une incidence sur les plans et calendriers parentaux.

Les plans parentaux établis pour les bébés et les jeunes enfants devront évoluer à mesure que les enfants grandiront et commenceront à aller à l'école. Ils devront être révisés assez régulièrement, au rythme de l'évolution rapide des besoins des enfants pendant les premières années de leur vie. Il se peut que les plans parentaux conçus pour tenir compte de l'emploi d'un parent doivent être modifiés si les parents changent d'emploi ou d'horaire de travail. Il est important que les parents communiquent efficacement, qu'ils discutent l'un avec l'autre des changements qu'ils constatent chez leurs enfants et qu'ils soient disposés à réviser les plans précédemment établis.

Chaque famille doit prendre en considération l'âge et le tempérament des enfants, les arrangements antérieurs relatifs aux soins des enfants, les rapports des enfants avec chaque parent, ainsi que les besoins particuliers des enfants, comme des besoins spéciaux liés à une affection physique, ou une déficience neurodéveloppementale (p. ex. trouble d'apprentissage ou autisme). Le plus important est que les parents soient en mesure de communiquer régulièrement au sujet de leurs enfants. Les parents doivent se partager des renseignements afin que l'expérience des enfants lors des transitions soit la plus agréable possible. Il est particulièrement important que les parents s'informent réciproquement des changements sur le plan de la santé ou des incidents récents qui pourraient avoir bouleversé leurs enfants.

Frères et sœurs

Les frères et sœurs sont habituellement de bons soutiens affectifs les uns pour les autres. Le fait de les garder ensemble dans le calendrier parental leur procure souvent une certaine sécurité. Sur le plan affectif, il est généralement préférable et plus pratique de garder les frères et sœurs ensemble lors du temps parental, même s'ils sont très éloignés en âge. Les parents doivent élaborer un plan qui fonctionne bien pour tous leurs enfants, même s'il n'est peut-être pas idéal sur le plan du développement pour l'un des enfants à un point donné dans le temps.

Cependant, il y a des situations dans lesquelles les enfants devraient avoir différents calendriers parentaux. Par exemple, lorsque les frères et sœurs sont éloignés en âge, les parents peuvent décider de prévoir du temps seul avec chaque enfant dans le calendrier parental, afin de reconnaître les différences entre les frères et sœurs sur le plan du développement. Dans certains cas, un enfant a des besoins spéciaux, de sorte que son plan doit être différent de celui de ses frères et sœurs. Si les parents songent à établir différents calendriers pour les frères et sœurs, il peut être particulièrement utile de connaître les points de vue et expériences des enfants.

Nourrissons : de la naissance à 9 mois

Les nourrissons changent et apprennent à un rythme rapide. Entre les âges de deux et sept mois, les nourrissons commencent à reconnaître les personnes qui s'occupent régulièrement d'eux (en les nourrissant, en les tenant dans leurs bras, en les calmant et en changeant leurs couches) et à s'attacher psychologiquement à elles. La qualité des rapports pendant les premières années de la vie d'un enfant continue à influencer sur son bien-être jusqu'à l'adolescence. Lorsqu'ils grandissent, les nourrissons commencent à aimer les jeux et les activités stimulantes avec les pourvoyeurs de soins. Ils apprennent à aimer les pourvoyeurs de soins fiables qui leur sont familiers et à s'attendre à ce que ces adultes répondent à leurs

besoins. Ces premières expériences interpersonnelles deviennent un modèle pour leurs relations futures.

La constance et la sensibilité du pourvoyeur de soins et sa capacité de répondre aux besoins du nourrisson aident l'enfant à développer la capacité de s'apaiser lui-même, de faire confiance à d'autres personnes et d'explorer le monde pour en tirer des leçons. Il est important que les nourrissons ne soient pas stressés par l'absence de pourvoyeurs de soins familiers, chaleureux, réceptifs et prévisibles. Les pourvoyeurs de soins doivent être disponibles sur le plan affectif, posséder les compétences et les connaissances nécessaires, comme la capacité de remarquer les signes de faim et de fatigue, de réagir aux efforts du bébé visant à établir un contact et de répondre aux sourires, au babillage ou aux gestes du bébé, et connaître les jeux adaptés au développement de l'enfant.



Il est désormais largement admis que les nourrissons peuvent créer des liens solides avec plus d'un pourvoyeur de soins. Bien qu'il soit clair que des soins attentifs, chaleureux et constants durant les premiers mois et premières années de la vie sont essentiels pour le développement affectif et cérébral de l'enfant, il est également bien établi que les nourrissons peuvent développer des liens positifs solides avec plus d'un pourvoyeur de soins, pourvu que chaque pourvoyeur de soins soit un « parent suffisamment bon ». En fait, l'existence de plusieurs liens solides est un facteur de protection. Ces liens dépendent de la fréquence des contacts et de la qualité des interactions.

De nombreuses mères veulent suivre les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé pour l'allaitement des nourrissons (de façon exclusive pendant les six premiers mois et avec l'introduction d'autres aliments au cours des 18 mois suivants). Cependant, du temps parental avec l'autre parent peut être prévu même si la mère allaite l'enfant. Le parent qui n'allait pas peut donner au nourrisson un biberon de lait maternel, surtout si la routine d'allaitement a déjà été établie. Même si les nourrissons peuvent hésiter à se faire donner le biberon par une mère qui peut allaiter (et peuvent reconnaître leur mère à la vue et à l'odorat), presque tous les nourrissons peuvent s'adapter pour boire un biberon de lait maternel ou de formule que leur donne un autre pourvoyeur de soins régulier. En cas de divergence d'opinions entre les parents à ce sujet, une consultation avec le pédiatre de l'enfant ou un spécialiste en allaitement pourrait s'avérer utile.

Calendriers pour les nourrissons, de la naissance à 9 mois : Si l'un des parents est le principal pourvoyeur de soins du nourrisson durant cette période (peut-être la mère qui allaite) et que les parents se séparent ou n'ont pas vécu ensemble après la naissance de l'enfant, celui-ci continue habituellement à résider principalement chez le principal pourvoyeur de soins. Le parent chez qui l'enfant ne réside pas devra acquérir des compétences en matière de soins aux enfants et établir une relation avec l'enfant avant de se voir confier la charge exclusive du nourrisson.

Si le parent chez qui l'enfant ne réside pas n'a pas participé de façon significative aux soins du nourrisson, il est important que le nourrisson et le parent apprennent à se connaître, tout d'abord dans le cadre de contacts courts et fréquents. Cela nécessitera un soutien de la part du principal pourvoyeur de soins de l'enfant. Il se peut que le principal pourvoyeur de soins s'inquiète de confier la charge de « son enfant » à une autre personne. Cependant, il est important que le principal pourvoyeur de soins ne devienne pas un « gardien restrictif », mais qu'il adopte plutôt une approche à long terme favorisant le développement sain de l'enfant. À cette fin, il devrait soutenir la relation de l'autre parent avec « leur enfant », sauf s'il y a des préoccupations légitimes au sujet de la capacité de l'autre parent de s'occuper du nourrisson.

Le processus qui consiste à développer des compétences parentales et des liens avec le nourrisson pourrait commencer par des périodes de temps parental de quelques heures, à des intervalles réguliers, au domicile du principal pourvoyeur de soins. Il pourrait y avoir tout d'abord des contacts fréquents et réguliers comprenant des occasions de s'occuper du nourrisson : le nourrir, jouer avec lui, l'apaiser, lui donner le bain et le mettre au lit pour une sieste. À mesure que le parent maîtrise les compétences en matière de soins aux enfants et que le lien parent-enfant se développe, les visites peuvent s'allonger et l'enfant peut même passer du temps à l'extérieur de la résidence principale.

Si les parents ne peuvent communiquer efficacement au sujet du nourrisson, ou si l'un des parents est incapable d'acquérir les compétences nécessaires en matière de soins aux enfants, il faudrait examiner la possibilité que l'enfant demeure à la charge du parent principal, avec des contacts courts et fréquents avec l'autre parent. Les nourrissons sont sensibles aux conflits entre leurs parents et peuvent être difficiles à apaiser lors des transitions. Une tierce partie qui connaît bien l'enfant pourrait faciliter sa transition si les parents ne peuvent le faire sans conflit.

Pour développer des rapports sains avec les deux parents, le nourrisson ne devrait pas être privé de l'un ou l'autre des parents pendant plus de quelques jours. Pendant la première année de leur vie, plusieurs nourrissons affichent une préférence pour un certain pourvoyeur de soins; dans la mesure du possible, ils ne doivent pas être séparés de ce principal pourvoyeur de soins pendant de longues périodes. Cependant, une nuitée au domicile du parent chez qui l'enfant ne réside pas pourrait être appropriée – de préférence dans un environnement que connaît bien le nourrisson – si ce parent participe désormais activement aux soins de l'enfant. Avant que le parent n'obtienne la charge exclusive de l'enfant ou une nuitée avec lui, le nourrisson devrait se sentir à l'aise avec ce parent, et celui-ci devrait être en mesure d'apaiser l'enfant, de le nourrir et de s'occuper de lui.

Il est plus facile de répondre aux besoins d'un bébé si les parents et les pourvoyeurs de soins peuvent communiquer les uns avec les autres au sujet de la routine et des habitudes quotidiennes du bébé. Les communications concernant le sommeil, l'alimentation et les cycles de sommeil et de réveil du bébé, ainsi que le partage de conseils qui peuvent aider à apaiser le bébé et à s'en occuper, peuvent mener à une réduction du stress pour le bébé.

Les parents devraient tenir un registre des communications, manuscrit ou sous forme numérique, qu'ils s'échangent après chaque transition pour fournir des renseignements au sujet de l'alimentation, du sommeil, de l'élimination urinaire et intestinale, de la santé et du développement de l'enfant et de l'atteinte de nouvelles étapes. La consultation d'un pédiatre ou d'un conseiller parental pourrait aider les parents à mieux comprendre les besoins des enfants (en particulier les nourrissons et les bébés qui ne parlent pas encore) et à s'entendre sur d'importantes questions parentales. Cependant, si les parents continuent à avoir des points de vue très différents au sujet de l'exercice du rôle parental ou ne parviennent pas à partager une routine quotidienne, ou si le nourrisson réagit mal aux différentes façons de lui fournir des soins, il pourrait être préférable qu'un parent joue un rôle plus limité durant cette période initiale et vulnérable de la vie de l'enfant.

Bébés : de 9 à 18 mois

Entre les âges de neuf et dix-huit mois, on assiste à un développement rapide des habiletés, dont les habiletés motrices (ramper, se tenir debout et marcher), la communication (en commençant par des sons et, par la suite, des mots simples), l'expression délibérée d'émotions (câlins, bisous, crainte, colère et anxiété), ainsi qu'une compréhension accrue des fonctions des gens et des choses.

Un calendrier cohérent et prévisible pour le réveil, les repas et le sommeil est nécessaire pour permettre au bébé de développer sa capacité de s'auto-réguler et de s'apaiser lui-même. La routine quotidienne normale du bébé devrait constituer une considération primordiale lorsque les parents établissent un plan parental pour les enfants de cet âge. Bien que de multiples pourvoyeurs de soins puissent offrir un tel calendrier, certains bébés éprouvent plus de difficultés avec de multiples transitions et changements. Ces bébés pourraient mieux se porter s'ils avaient un pourvoyeur de soins principal et de fréquents contacts avec l'autre parent.

Calendriers pour les bébés, de 9 à 18 mois : L'élaboration d'un plan parental pour les bébés de cet âge dépend de ce qui suit :

- la mesure dans laquelle chaque parent participait antérieurement aux soins du bébé, notamment la routine quotidienne et les fonctions relatives aux soins de l'enfant (p. ex. le nourrir, lui donner le bain, jouer avec lui, l'apaiser, le préparer pour le lit et le réveiller);
- la capacité de chaque parent d'être attentif et réceptif aux besoins du bébé;
- le développement affectif, social, physique et cognitif du bébé, notamment sa capacité de s'auto-réguler et de comprendre qu'une personne qui est hors de vue existe quand même;
- le tempérament du bébé.

Si l'un des parents était principalement responsable des soins de l'enfant, la durée et la fréquence des contacts avec l'autre parent dépendront de la disponibilité et de la volonté de l'autre parent, de sa sensibilité à l'enfant, ainsi que du tempérament du bébé. Les parents doivent également prendre en considération leurs horaires de travail et la routine du bébé pour le sommeil et les repas. Comme pour les nourrissons de moins de neuf mois, des nuitées avec le parent chez qui l'enfant ne réside pas pourraient être appropriées, à condition que ce parent soit attentif aux besoins du bébé, soit en mesure de maintenir le calendrier des soins du parent chez qui réside l'enfant et soit capable d'apaiser le bébé.

Si les parents ne se séparent que lorsque l'enfant se trouve dans cette tranche d'âge et que les deux parents participaient activement et de façon constante à tous les aspects des soins de l'enfant avant la séparation, il pourrait être approprié de conserver un arrangement parental partagé, avec des nuitées organisées régulièrement chez les deux parents. L'enfant devrait voir chaque parent tous les deux ou trois jours.

Si l'un des parents passait moins de temps avec l'enfant et consacrait moins de temps aux soins de l'enfant avant la séparation, des occasions de participer aux périodes de repas, de jeu, de bain et de sommeil devraient être prévues avant que ce parent ne se voie confier la charge exclusive de l'enfant et des nuitées avec celui-ci. Pour renforcer les liens, il devrait y avoir un contact entre le parent et le bébé à intervalles de quelques jours, en augmentant progressivement la durée de la séparation d'avec le parent principal, à mesure que le bébé se fait à l'idée de commencer des nuitées.

Comme pour les plus jeunes nourrissons, un registre des communications est essentiel. Qu'il soit manuscrit ou sous forme numérique, ce registre devrait comprendre des renseignements au sujet de l'alimentation, du sommeil, de l'élimination urinaire et intestinale, de la santé, des changements sur le plan du développement et des nouvelles étapes. Il est important que les parents évitent de se disputer en présence de l'enfant, car même les bébés qui ne parlent pas encore sont stressés par les tensions entre leurs parents.

Tout-petits : de 18 à 36 mois

Les tout-petits deviennent autonomes à mesure qu'ils prennent de plus en plus le contrôle de leur environnement, en marchant et en commençant à parler. Ils tentent d'explorer leur environnement, mais ils retournent habituellement voir leurs pourvoyeurs de soins pour obtenir du réconfort et un soutien. Ils ont une capacité accrue d'observation et d'imitation. À l'âge de 18 mois, la plupart des tout-petits ont commencé à dire leurs premiers mots et demandent ce qu'ils veulent pour qu'on réponde à leurs besoins. Les tout-petits ont une meilleure mémoire que les nourrissons et la plupart peuvent tolérer d'être séparés d'un principal pourvoyeur de soins pendant plus longtemps sans ressentir trop d'angoisse. Si les séparations sont trop longues, les tout-petits peuvent se montrer moins autonomes ou moins intéressés à explorer leur environnement ou peuvent afficher des problèmes de comportement.

Les tout-petits sont sensibles aux disputes entre les pourvoyeurs de soins et sont bouleversés lorsque leurs parents se disputent.

Les tout-petits ont besoin d'une routine prévisible et cohérent et de structures claires qui les aident à développer un sens des limites, afin qu'ils puissent se sentir en sécurité. Bien qu'ils doivent être étroitement surveillés et qu'ils soient peu conscients des dangers, ils devraient avoir des possibilités d'exploration.

Les tout-petits en santé commencent à faire valoir leur indépendance et peuvent s'exprimer en disant « non » et en rejetant même les demandes les plus raisonnables des parents (la « terrible étape des deux ans »). Certains enfants de cet âge commencent à craindre les séparations et peuvent s'accrocher à un parent ou pleurer lorsqu'ils doivent quitter l'un des parents – ou les deux (notamment lorsqu'ils vont à la garderie). La résistance aux échanges entre les parents est normale pour de nombreux tout-petits et ne devrait pas être considérée comme un signe que l'enfant rejette un parent. À cet âge, les transitions sont plus faciles si le parent ayant la charge de l'enfant prépare celui-ci et l'emmène chez l'autre parent. À défaut, les transitions qui ont lieu à des endroits neutres, comme la garderie de l'enfant, peuvent réduire les niveaux d'anxiété souvent associés aux transitions.

Calendriers pour les tout-petits, de 18 à 36 mois : Si les parents se partageaient pleinement les arrangements relatifs aux soins de l'enfant avant que celui-ci n'atteigne cet âge et que l'enfant a un tempérament facile, le temps parental peut être partagé également tant que les séparations d'avec chaque parent ne sont pas trop longues (pas plus de deux ou trois jours, ou pas plus de deux nuits, par exemple). S'il y a des frères et sœurs plus âgés, ceux-ci font souvent partie du système de sécurité des tout-petits et devraient normalement être inclus dans le même calendrier parental.

Si l'enfant éprouve des difficultés avec les transitions, ou s'il ne s'adapte pas très bien ou n'est pas particulièrement souple, ou alors si les parents ne parviennent pas à communiquer efficacement l'un avec l'autre au sujet de l'enfant, il pourrait être préférable que l'enfant réside principalement chez un parent et qu'il ait des contacts fréquents (y compris des nuitées) avec l'autre parent (p. ex. trois contacts pendant la semaine, à savoir un ou deux blocs de quatre à six heures et une ou deux nuitées non consécutives).

Si l'un des parents n'a pas acquis les compétences parentales nécessaires pour s'occuper d'un tout-petit de façon efficace et sécuritaire, il pourrait avoir deux ou trois contacts par semaine pendant la journée (en commençant par des blocs d'une ou de deux heures, qui pourraient devenir peu à peu des blocs de quatre à six heures), ce qui lui permettrait d'établir des liens et de développer ses compétences parentales. Si l'enfant ne montre aucun signe d'anxiété lorsqu'il est à la charge de ce parent, le temps parental pourrait augmenter de manière à comprendre une nuitée par semaine et, par la suite, peut-être deux nuitées par semaine. Au moins au départ, s'il y a plus d'une nuitée par semaine, les nuitées devraient être réparties sur la semaine. Un plus grand nombre de nuitées pourraient être prévues si l'enfant réagit bien aux nuitées ou s'il a des frères et sœurs plus âgés qui peuvent lui fournir un soutien.

Les parents de tout-petits devraient coopérer et se partager des renseignements, au moyen d'un registre ou d'un programme d'échanges numériques, au sujet de l'alimentation, du sommeil, de la santé et des activités de l'enfant. À cet âge, il est important que les parents séparés adoptent des approches cohérentes en ce qui concerne les soins de l'enfant, dont les heures de coucher et les repas. Les parents devraient éviter de se disputer lors des échanges. Même à cet âge, les enfants sont stressés par les tensions et les disputes entre les pourvoyeurs de soins; si les échanges entre les parents sont tendus, il est préférable qu'une tierce partie, comme un grand-parent, emmène l'enfant d'un parent à l'autre.

Enfants d'âge préscolaire : de 3 à 5 ans

Les enfants d'âge préscolaire connaissent une multitude de changements sur le plan du développement. Ils ont un sentiment d'autonomie croissant, mais leurs routines leur procurent une certaine sécurité. Leurs réseaux sociaux s'élargissent et comprennent désormais d'autres enfants, enseignants et familles. Ils apprennent à interagir avec autrui et à comprendre de plus en plus les règles d'engagement social, mais ils ont encore besoin des conseils, de la supervision et du soutien d'un adulte.

À cet âge, les enfants ont commencé à développer une plus grande sensibilisation sociale, mais leurs capacités d'adaptation sont peu développées. Les enfants d'âge préscolaire ont tendance à être égocentriques et se sentent comme s'ils étaient le « centre de l'univers ». Les enfants d'âge préscolaire tendent à être impulsifs et à penser de façon très concrète; leurs jeux et interactions comportent souvent des efforts visant à développer et à démontrer la capacité d'agir de façon indépendante. Ils sont susceptibles d'avoir des craintes et de l'anxiété et peuvent avoir peur la nuit. Ils peuvent éprouver des difficultés avec les séparations ou les transitions, mais ils peuvent généralement se calmer et s'adapter. Les enfants d'âge préscolaire sont attentifs aux humeurs et tensions de leurs pourvoyeurs de soins.

Cependant, en raison de leur nature égocentrique, ils peuvent se blâmer pour la colère, le mécontentement ou l'anxiété de leurs parents et peuvent croire qu'ils sont responsables de la séparation des parents.



Calendriers pour les enfants d'âge préscolaire, de 3 à 5 ans : Les enfants d'âge préscolaire peuvent tolérer de plus longues absences d'un parent, mais il faut prendre en considération le tempérament de l'enfant et les arrangements parentaux qui existaient avant la séparation. Les articles transitionnels (comme un jouet préféré, un animal en peluche ou une couverture) qui sont transportés d'un domicile à l'autre peuvent aider les enfants d'âge préscolaire à gérer leur tristesse et leur anxiété.

Dans le cas où l'un des parents était principalement responsable de l'enfant, tandis que l'autre ne participait que de façon limitée à la routine quotidienne de l'enfant, celui-ci devrait

continuer à résider chez le premier, avec la possibilité d'établir un plan de soins « échelonnés » afin que la participation de l'autre parent augmente progressivement. Au départ, il pourrait y avoir deux ou trois blocs de temps parental de quatre heures par semaine; par la suite, un bloc plus long (probablement la fin de semaine) pourrait être prévu et comprendre une nuitée. À mesure que l'enfant se sent plus à l'aise de se déplacer entre les deux domiciles, une ou deux nuitées par semaine pourraient être ajoutées.

Si l'enfant éprouve de la difficulté à s'adapter aux transitions, ou si l'un des parents a moins de temps pour s'occuper de l'enfant ou possède moins d'expérience à cet égard, les parents pourraient trouver qu'un plan prévoyant que l'enfant passera plus de temps avec l'un des parents offre plus de stabilité à l'enfant à ce stade de son développement. Cet arrangement pourrait comprendre un calendrier de soins, l'autre parent ayant un certain contact en milieu de semaine et prenant soin de l'enfant une fin de semaine sur deux. La fin de semaine pourrait commencer avec une nuitée le samedi et pourrait ensuite être prolongée au fil du temps de manière à inclure le vendredi soir, ou le dimanche soir, ou les deux.

Si les deux parents étaient employés à l'extérieur du foyer lors de la séparation et participaient de façon égale aux soins de l'enfant, il pourrait être indiqué d'avoir un arrangement prévoyant du temps parental à peu près égal, mais un maximum de trois nuits éloignées de l'un ou l'autre des parents. Au début de la séparation, les parents pourraient songer à diviser chaque fin de semaine afin que l'enfant ait une journée complète à la maison et une nuitée avec chaque parent, ainsi qu'un certain contact en milieu de semaine. Bien qu'il ne s'agisse peut-être pas du meilleur plan à long terme pour les parents, il pourrait aider l'enfant à ce stade de son développement. Ce type d'arrangement pourrait être un calendrier prévoyant une rotation « 2-2-3 », la transition ayant lieu le matin (p. ex. à 9 h ou 10 h) ou à la fin de la journée de garderie ou d'école.

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
Parent B	Parent A	Parent A	Parent B	Parent B	Parent B	Parent A
Parent A	Parent B	Parent B	Parent A	Parent A	Parent A	Parent B
Parent B	Parent A	Parent A	Parent B	Parent B	Parent B	Parent A
Parent A	Parent B	Parent B	Parent A	Parent A	Parent A	Parent B

Si les parents ont de la difficulté à communiquer en personne, il peut être préférable que, dans la mesure du possible, les échanges se fassent de manière qu'un parent dépose l'enfant à la garderie et que l'autre passe prendre l'enfant à la fin de la journée. Ce plan exigerait de déplacer le calendrier pour qu'il commence le lundi; sauf lors des congés, les transitions ont lieu par l'intermédiaire de la garderie.

Jeunes enfants d'âge scolaire : de 6 à 9 ans

Les enfants de six à neuf ans interagissent avec plus de gens en dehors de la famille et tirent profit d'expériences qui aident à développer un sentiment de compétence, comme la

participation à des activités scolaires, sportives, artistiques et musicales et les relations entre pairs.

Les enfants de cet âge peuvent comprendre et gérer plus facilement les différences dans la façon d'élever les enfants et les blocs de temps qu'ils passent éloignés de chaque parent, grâce à leur compréhension désormais plus développée du temps. À cet âge, il est utile d'utiliser un calendrier pour informer les enfants du calendrier parental, ainsi que des autres activités, et pour leur rappeler ce calendrier et ces activités. Ainsi, les transitions peuvent être prévues et abordées à l'avance, ce qui allège le stress lié aux transitions.

Si les parents sont en conflit, il se peut que cela ait des répercussions négatives sur le sentiment de compétence de l'enfant. Il est important de protéger l'enfant des conflits entre ses parents. À cet égard, il peut être utile que les transitions ou les échanges aient lieu à des endroits neutres (comme à l'école). Les enfants de cet âge ont souvent l'impression d'avoir besoin de la « permission » d'un parent pour voir l'autre parent. Ils comprennent désormais les points de vue des autres; s'ils croient qu'un parent est troublé ou anxieux parce qu'ils passent du temps loin de lui, les enfants peuvent éprouver des sentiments de culpabilité, de crainte, d'anxiété ou même de colère.

Bien que les conflits parentaux causent du stress aux enfants de cet âge, ces derniers sont plus souples que les enfants plus âgés et peuvent être mieux en mesure d'effectuer la transition entre des parents qui sont encore hostiles l'un envers l'autre. À cet âge, il peut surgir une résistance bien établie aux contacts avec un parent en raison du conflit parental ou de l'influence d'un parent calomniateur, mais cette résistance ne se présente habituellement que chez les enfants un peu plus âgés.

Calendriers pour les enfants âgés de 6 à 9 ans : À cet âge, les enfants devraient habituellement passer beaucoup de temps avec les deux parents. Cependant, les parents devraient comprendre qu'à mesure qu'ils grandissent, les enfants devraient consacrer plus de temps à des activités scolaires et communautaires, de sorte qu'ils passeront moins de temps avec la famille. Il est probable que les enfants plus âgés de ce groupe d'âge voudront avoir un mot à dire au sujet du plan parental.

Si les deux parents jouaient un rôle parental à peu près égal et que la séparation survient pendant que leurs enfants se trouvent à ce stade de développement, il est habituellement indiqué que leur temps parental avec leurs enfants de cet âge reste sensiblement égal, pourvu que cela soit possible pour eux sur le plan logistique. Ainsi, les enfants passeront habituellement de deux à sept nuits par cycle de deux semaines avec chaque parent.

Pour les enfants dans ce groupe d'âge, un calendrier parental égal pourrait être fondé sur une série de deux à sept nuits consécutives avec chaque parent, par exemple une rotation 2-2-3, 5-5-2-2 ou 3-4-4-3. Pour certains enfants et parents, les transitions peuvent être difficiles; des semaines en alternance pourraient être préférables pour les enfants dans ce groupe d'âge. Lorsque l'enfant est à la charge d'un des parents, un

court appel ou une brève session de dialogue en ligne en privé avec l'autre parent – une fois par jour – aidera habituellement l'enfant à se sentir plus en sécurité, surtout s'il ne voit pas l'autre parent pendant plus de deux nuits consécutives.

Comme il est indiqué en plus de détail ci-dessous, les enfants dans ce groupe d'âge commencent souvent à participer à des activités parascolaires. Si les parents ne veulent pas et ne peuvent pas tous les deux faciliter la participation à une activité particulière, il peut être souhaitable d'établir un calendrier parental qui accorde la garde de l'enfant au parent qui soutient cette activité le jour où celle-ci est prévue. Il est important que le calendrier parental mette l'accent sur les besoins de l'enfant et sa participation aux activités, plutôt que sur la volonté ou la capacité des parents de faciliter cette participation. Autrement dit, il n'est habituellement pas souhaitable que l'enfant cesse de participer à une activité parce qu'elle ne « s'insère pas bien » dans le calendrier des parents, mais il faut aussi reconnaître que les ressources et l'énergie des parents seront mises à rude épreuve après la séparation.

Jeunes enfants d'âge scolaire, de 6 à 9 ans : temps égal, rotation 2-2-3 (fins de semaine divisées)

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
Parent A	Parent B	Parent B	Parent A	Parent A	Parent A	Parent B
Parent B	Parent A	Parent A	Parent B	Parent B	Parent B	Parent A
Parent A	Parent B	Parent B	Parent A	Parent A	Parent A	Parent B
Parent B	Parent A	Parent A	Parent B	Parent B	Parent B	Parent A

Si la séparation survient pendant que l'enfant se trouve dans cette tranche d'âge et qu'un des parents jouait un rôle parental moins important, il est habituellement préférable que l'autre parent fournisse initialement la plupart des soins après la séparation. Toutefois, les enfants tirent profit d'une interaction importante avec l'autre parent. Si l'un des parents ne jouait précédemment qu'un rôle limité, le plan pourrait initialement comprendre une nuitée chaque fin de semaine, ainsi qu'un dîner et quelques heures un soir de semaine. Après une période de transition, ce calendrier pourrait être élargi de manière à prévoir des fins de semaine en alternance, avec du temps parental en milieu de semaine. Qu'il s'agisse de quelques heures seulement ou d'une nuitée, le temps parental en milieu de semaine constitue pour le parent un moyen utile de participer aux activités courantes de l'enfant, notamment en ce qui a trait à l'école. Cet arrangement pourrait se transformer en calendrier parental égal.

Même dans les cas où les parents participaient de façon égale aux soins des enfants avant la séparation, une « base d'attache » chez un parent (avec, par exemple, une fin de semaine sur deux et un dîner en milieu de semaine avec l'autre parent) continuera à répondre aux besoins de certains enfants de ce groupe d'âge. Il est très utile que les enfants de cet âge aient une routine régulière, quel que soit le plan parental. Si

possible, tout temps parental en milieu de semaine devrait avoir lieu le même soir chaque semaine.

Jeunes enfants d'âge scolaire, de 6 à 9 ans : fin de semaine élargie et milieu de la semaine

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
		Souper ou nuitée chez A		Parent A	Parent A	Parent A
		Souper ou nuitée chez A				
		Souper ou nuitée chez A		Parent A	Parent A	Parent A
		Souper ou nuitée chez A				

Si les parents ont de la difficulté à communiquer entre eux, il peut être préférable que, dans la mesure du possible, les échanges se fassent de manière qu'un parent dépose l'enfant à l'école et que l'autre passe prendre l'enfant à la fin de la journée d'école. Ce plan exige que l'enfant passe une fin de semaine sur deux chez chaque parent, afin que les fins de semaine ne soient pas divisées.

Jeunes enfants d'âge scolaire, de 6 à 9 ans : temps égal, rotation 5-5-2-2 (fins de semaine en alternance)

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
Parent A	Parent A	Parent B	Parent B	Parent B	Parent B	Parent B
Parent A	Parent A	Parent B	Parent B	Parent A	Parent A	Parent A
Parent A	Parent A	Parent B	Parent B	Parent B	Parent B	Parent B
Parent A	Parent A	Parent B	Parent B	Parent A	Parent A	Parent A

Enfants d'âge scolaire plus âgés : de 10 à 12 ans

Les préadolescents deviennent plus indépendants de leurs parents tandis qu'ils se dirigent vers la puberté et l'adolescence. Ils sont mieux en mesure de comprendre le temps et les plans et calendriers futurs. Ils se concentrent sur le développement de compétences dans le cadre d'activités et d'expériences qui créent de la confiance. Même s'ils doivent suivre des règles comme les plus jeunes enfants d'âge scolaire, ils se penchent maintenant sur des questions morales et peuvent prendre en considération les perspectives d'autres personnes.

Les plans parentaux pour les enfants de cet âge doivent tenir compte des activités et amitiés de l'enfant, qui sont de plus en plus importantes. La participation à des sports,

des jeux, des activités religieuses et d'autres activités régulières devrait être maintenue chez les deux parents. Les parents doivent suivre les intérêts de l'enfant et prendre des décisions raisonnables en conséquence.

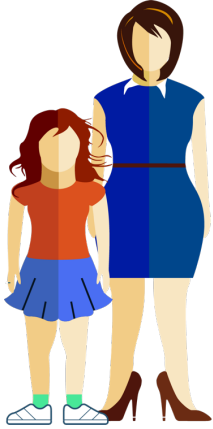
S'il y a un degré de conflit élevé et si l'un des parents ou les deux ne favorisent pas la relation de l'enfant avec l'autre parent, certains enfants de cet âge peuvent s'identifier fortement à l'un des parents. Les parents doivent être particulièrement attentifs à leur propre comportement, car celui-ci pourrait nuire accidentellement à la qualité de la relation entre l'enfant et l'autre parent. Il n'est pas inhabituel que les enfants de cet âge dont les parents vivent un conflit grave se rangent du côté d'un parent et commencent à résister aux contacts avec l'autre parent ou à refuser ces contacts. Il est important que le parent préféré de l'enfant veille à ce que l'enfant continue à suivre le calendrier convenu, sauf entente contraire ou ordonnance de modification. Dans des cas extrêmes, l'attitude ou le comportement implicite ou explicite d'un parent peut miner la relation parent-enfant. Ce parent peut notamment dénigrer l'autre parent, s'immiscer dans la relation de l'enfant avec l'autre parent, ou limiter le temps que l'enfant passe avec l'autre parent. Dans de tels cas, l'intervention de professionnels de la santé mentale compétents et des tribunaux peut s'avérer nécessaire.

Calendriers pour les enfants âgés de 10 à 12 ans : Les plans parentaux pour ce groupe d'âge devraient encourager les enfants à développer des aptitudes sociales et intellectuelles, à participer à des activités parascolaires et à établir des relations entre pairs. Pour maintenir l'équilibre entre toutes ces activités, il faut de la souplesse et un soutien de la part des deux parents.

Un éventail de plans différents peut convenir aux enfants de ce groupe d'âge, mais ces derniers devraient généralement avoir des contacts fréquents avec les deux parents. Dans la mesure du possible, les contacts devraient comprendre des nuitées ou des dîners pendant la semaine d'école et certaines fins de semaine avec chaque parent.

Les parents devraient permettre aux enfants âgés de 10 à 12 ans d'exprimer leurs points de vue et sentiments, en reconnaissant que les enfants de cet âge veulent un plus grand contrôle. En même temps, ils devraient indiquer clairement que ce sont les parents ensemble qui prendront les décisions finales.

Un arrangement prévoyant une semaine sur deux avec chaque parent ou une rotation 5-5-2-2 peut aussi convenir aux enfants de ce groupe d'âge. Cependant, certains enfants de cet âge préfèrent avoir une « base d'attache », avec une fin de semaine sur deux et une nuitée chaque semaine ou aux deux semaines avec l'autre parent. Les enfants peuvent exprimer une préférence pour le modèle de la « base d'attache » en raison de préoccupations pratiques au sujet de l'école, des activités parascolaires, des relations entre pairs ou du mode de vie dans une famille recomposée. Une telle préférence ne devrait pas être confondue avec une résistance aux contacts ni avec l'aliénation et devrait généralement être respectée.



Il se peut qu'un enfant de ce groupe d'âge ressente le besoin de « s'allier » à l'un des parents et de commencer à résister aux contacts avec l'autre parent. La résistance aux contacts se comprend habituellement mieux comme un « problème des systèmes familiaux ». Celui-ci devrait être abordé par l'enfant et les deux parents, si possible dans le cadre d'une discussion et peut-être d'une intervention thérapeutique volontaire pour tous les membres de la famille, mais si nécessaire par voie judiciaire. Le soutien du parent préféré pour une relation solide avec l'autre parent est très important et, en l'absence de graves problèmes liés à de mauvaises pratiques parentales, est habituellement dans l'intérêt à long terme de l'enfant.

Jeunes adolescents : de 13 à 15 ans

La tâche de l'adolescent consiste à développer sa propre identité, distincte de la famille, tout en maintenant une relation saine avec sa famille. Pour le jeune adolescent de 13 à 15 ans, la famille est encore la principale source de soutien et de réconfort. Bien que les pairs, l'école et les activités soient très importants et au cœur de la vie quotidienne, les parents fournissent les conseils et le soutien dont les adolescents ont besoin pour développer des compétences essentielles en matière de prise de décisions.

Durant cette période de l'adolescence, les parents doivent de plus en plus céder le contrôle et aider l'adolescent à anticiper les risques et à mettre en pratique de bonnes compétences en matière de prise de décisions. En même temps, les parents ne peuvent renoncer à surveiller leur adolescent ou à négocier et appliquer des règles. Les adolescents n'ont pas le jugement d'un adulte et sont susceptibles de prendre des risques.

Les adolescents dont les parents sont séparés peuvent être plus à risque de se livrer à des activités comme la consommation de drogues et des relations sexuelles à un plus jeune âge que les enfants dont les familles sont intactes. Les parents séparés devraient communiquer l'un avec l'autre au sujet de la façon dont ils discuteront de questions comme la contraception, l'orientation sexuelle et l'identité de genre avec leurs enfants. Certains parents trouvent qu'il s'agit de questions controversées. Il est important que les parents séparés communiquent ouvertement à propos de ces questions. Il est préférable que les enfants reçoivent des messages cohérents, adaptés à l'âge et précis de la part des deux parents au sujet de leur santé sexuelle et de leurs comportements risqués. À tout le moins, chaque parent devrait être au courant de l'approche de l'autre parent à l'égard de ces questions. Pour certaines familles, il peut être utile d'obtenir des conseils de la part d'un professionnel de la santé mentale qui possède de l'expérience en matière de développement de l'enfant et de dynamique familiale après la séparation et le divorce. Ainsi, les parents peuvent tous les deux aider leurs enfants à traverser l'adolescence, une période au cours de laquelle certains enfants peuvent s'opposer aux

attentes des parents et des enseignants en ce qui concerne leur comportement, ou commencer à développer des comportements malsains.

Les parents d'adolescents ont la tâche particulièrement difficile de rester souples tout en établissant des limites claires et applicables. Il est très important que les parents séparés évitent de se faire manipuler par leurs enfants. Malgré leur résistance apparente à l'établissement de règles par les parents, les adolescents dont les parents sont séparés s'adaptent mieux lorsque ces derniers peuvent coopérer et faire front commun.

Les parents doivent tenir compte des relations et activités sociales des adolescents au moment d'établir le calendrier familial. À mesure que les adolescents vieillissent, leurs activités deviennent de plus en plus prioritaires. Les parents doivent communiquer ouvertement avec leurs adolescents, ainsi que l'un avec l'autre, maintenir des règles claires au sujet de la sécurité et du respect et être capables de communiquer l'un avec l'autre afin de réduire au minimum les risques auxquels leurs adolescents sont exposés.

Les parents d'adolescents qui peuvent coopérer affichent de bonnes relations et de bonnes aptitudes à résoudre des problèmes. Si les parents sont incapables de communiquer l'un avec l'autre efficacement et respectueusement lorsqu'il le faut, les adolescents vulnérables peuvent être plus susceptibles de prendre de trop grands risques, d'adopter des comportements malsains et de présenter de faibles niveaux d'adaptation affective.

Calendriers pour les adolescents de 13 à 15 ans : Bien que divers calendriers de partage de temps fonctionnent pour les adolescents, les parents de jeunes adolescents devraient prendre en considération l'horaire et les activités de l'enfant, la distance entre leurs domiciles, les horaires de travail des parents, ainsi que l'adaptation et les préférences de l'enfant, tout en reconnaissant que l'adolescent a besoin de temps non structuré. Des semaines en alternance, avec ou sans temps parental au milieu de la semaine avec l'autre parent, peuvent bien fonctionner pour ce groupe d'âge.

Encore plus que pour de plus jeunes enfants, les parents devraient respecter la préférence déclarée de l'adolescent pour une « base d'attache », avec des fins de semaine de trois jours en alternance et un peu de temps au milieu de la semaine avec l'autre parent. Lorsque les enfants atteignent l'adolescence, leurs propres réseaux sociaux et activités extérieures deviennent importants et peuvent être facilités par une « base d'attache ». Toutefois, les parents qui ne sont pas la « base d'attache » des enfants peuvent augmenter leurs contacts et accroître leur participation en fournissant des services de transport et en assistant aux activités sportives et scolaires et aux représentations de leurs enfants; ils ne devraient pas considérer comme un rejet le fait qu'un enfant revendique son indépendance et préfère passer plus de temps chez un parent plutôt que chez l'autre.

Adolescents plus âgés : de 16 à 18 ans

Les parents d'adolescents de 16 à 18 ans devraient encourager et soutenir la séparation progressive de leurs enfants d'avec les deux parents et le développement d'une identité individuelle. Lorsqu'ils traversent ce stade de développement, la plupart des adolescents passent moins de temps avec la famille et consacrent plus de temps à l'école, aux activités parascolaires, aux emplois à temps partiel et aux relations avec les pairs. Plusieurs adolescents dans ce groupe d'âge fréquentent quelqu'un; ils pourraient avoir besoin d'acquérir une compréhension saine et sécuritaire des sentiments sexuels et autres dans le cadre de relations amoureuses. De nombreux adolescents plus âgés se concentrent sur leurs plans après l'école secondaire, notamment leur éducation et leur carrière, et plusieurs commencent à développer une conscience et un engagement politiques.

Bien que les adolescents plus âgés fassent souvent valoir leur besoin d'indépendance et qu'ils aient souvent des sentiments intenses mais changeants, la constance, le soutien et les moments importants passés avec les deux parents ont une certaine valeur. Lorsque les adolescents atteignent l'âge de 16 ans, ils doivent contribuer davantage à l'établissement du plan parental, tandis que les parents doivent être souples pour tenir compte des activités (notamment l'école, les activités parascolaires et les emplois) des adolescents, ainsi que de leur vie sociale.

Les parents devraient rester souples tout en maintenant des attentes adaptées à l'âge en ce qui concerne les couvre-feux, la conduite d'un véhicule, les fréquentations amoureuses et les nuitées ailleurs que chez l'un ou l'autre des parents. Il est particulièrement important pour les parents qui ne vivent pas ensemble de communiquer l'un avec l'autre, d'éviter de se faire manipuler et de tenter d'être cohérents ou au moins conscients des différences entre leurs attentes sur le plan du comportement.

Les parents devraient savoir qu'ils doivent consulter et informer les enfants plus âgés au moment d'établir des plans parentaux et qu'ils doivent les faire participer à l'établissement de ces plans. Plus l'enfant est vieux, plus de poids il faut accorder à ses points de vue et opinions. Pour leur estime de soi et leur développement, il est important de donner aux enfants plus âgés la possibilité de participer au processus décisionnel. Plusieurs adolescents veulent faire valoir leur indépendance et peuvent « exiger » que des changements soient apportés au calendrier parental ou à d'autres règles établies par les parents. Ces derniers doivent répondre à de telles « exigences » tant avec réalisme qu'avec un respect pour le développement de leurs enfants. Dans le cadre d'une séparation, si les enfants veulent passer plus de temps à un endroit plutôt qu'à un autre, cela ne veut pas dire qu'ils rejettent l'un ou l'autre des parents.

De nombreux arrangements parentaux différents peuvent fonctionner dans ce groupe d'âge. Certains adolescents plus âgés ont besoin de maintenir une base chez l'un des

parents, avec un calendrier prévoyant des fins de semaine en alternance chez l'autre parent, et demandent un tel arrangement. D'autres veulent partager leur temps avec chaque parent selon un calendrier prévoyant des semaines ou même des périodes de deux semaines en alternance, pour limiter les transitions et les perturbations. Dans ce dernier cas, si un parent ne voit pas son adolescent lors d'événements ou d'activités, il peut prévoir un dîner hebdomadaire ou un autre type de contact pendant la période où l'enfant ne réside pas chez lui. Il est essentiel que les parents et l'adolescent sachent clairement où celui-ci se trouve et qui le surveille et en est responsable en tout temps. Une fois établis les plans d'été de l'adolescent relatifs à un emploi, à un camp et à des activités, un calendrier d'été doit être élaboré.

Fins de semaine prolongées, congés et jours spéciaux

Le calendrier parental « régulier » s'applique habituellement durant l'année scolaire et peut ou non être maintenu pendant l'été. La plupart des parents veulent qu'un calendrier de vacances remplace le calendrier régulier pendant au moins une partie du congé scolaire d'été, en plus de prévoir des dispositions concernant certains jours de célébration.

Fins de semaine prolongées et journées pédagogiques

De nombreux parents, notamment ceux qui ont une forme de calendrier prévoyant des fins de semaine en alternance, choisissent de modifier le calendrier régulier pour les jours fériés et les journées pédagogiques en ajoutant 24 heures au parent qui passe du temps avec les enfants la fin de semaine précédant ou suivant immédiatement le congé, tandis que certains parents traitent les fins de semaine prolongées de la même façon que les autres fins de semaine.

D'autres parents choisissent de se partager en alternance certaines fins de semaine prolongées et journées spéciales dans le cadre d'un arrangement fondé sur les années « paires ou impaires », ou ils peuvent décider de se partager également les jours fériés au cours d'une année. Cependant, ils doivent agir avec soin, sinon il peut en résulter une situation dans laquelle l'un des parents a trois fins de semaine de suite, à moins qu'une modification ne soit apportée au calendrier. Si le calendrier régulier est modifié pour certaines fins de semaine prolongées, il est souvent préférable de modifier le calendrier régulier pour tenir compte de la fin de semaine prolongée de manière que chaque parent ait deux fins de semaine de suite sur une période de quatre semaines, ce qui permet de revenir en douceur à un calendrier régulier prévoyant des fins de semaine en alternance.

Congés scolaires

Il y a diverses options que les parents pourraient envisager pour les congés scolaires d'une ou de deux semaines (p. ex. congé d'hiver, congé de mars ou de la Pâque juive). Certains parents préfèrent qu'un parent passe tout le congé avec les enfants dans le cadre d'un arrangement fondé sur les années « paires ou impaires », car cela leur permet de voyager avec les enfants tous les deux ans. D'autres parents préfèrent diviser le congé en s'échangeant les enfants au milieu du congé. Par exemple, l'échange pourrait avoir lieu le mercredi au milieu d'un congé scolaire d'une semaine, afin que chaque parent puisse passer cinq jours avec les enfants, y compris une fin de semaine.

Il peut être difficile pour les familles qui célèbrent Noël de diviser le congé scolaire d'hiver. Il arrive couramment qu'un parent s'occupe des enfants à partir de l'après-midi de la veille de Noël jusqu'au milieu de la journée de Noël et que l'autre s'en occupe l'après-midi de Noël et le lendemain de Noël. Cela peut se faire en alternance dans le cadre d'un arrangement fondé sur les années « paires ou impaires ». Habituellement, le reste du congé scolaire d'hiver (qui dure environ deux semaines) est partagé également, avec un échange au milieu du congé. Une autre option consiste à diviser le congé d'hiver en deux semaines (la première et la deuxième), sans aucune disposition particulière pour Noël ou le Nouvel An, peut-être en alternance d'une année à l'autre, afin que chaque parent passe une période de Noël ou du Nouvel An sur deux avec les enfants.



Été

Habituellement, chaque parent veut du temps ininterrompu avec les enfants pendant l'été. Par exemple, chaque parent peut avoir une semaine en juillet et une semaine en août (ou deux semaines ininterrompues durant l'été), le calendrier régulier s'appliquant pour le reste de l'été. D'autres parents choisissent de suivre un calendrier prévoyant des semaines en alternance durant l'été, ou même un calendrier prévoyant une rotation d'un mois. Le calendrier d'été dépend de l'âge et du stade de développement des enfants, ainsi que de la question de savoir si les enfants vont à un camp d'été résidentiel. Les plans de voyage d'un parent peuvent aussi avoir un effet sur le calendrier d'été, surtout si ce parent a l'intention de rendre visite à de la famille qui habite loin. Cependant, une période prolongée loin de l'un ou l'autre des parents – en particulier le parent qui est le principal pourvoyeur de soins – peut s'avérer moins appropriée si les enfants sont très jeunes.

Si un enfant est inscrit à une garderie subventionnée, les parents devraient être au courant de toute obligation d'emmener l'enfant à la garderie durant l'été ou lors d'autres jours de congé scolaire, afin d'éviter toute pénalité ou la perte de leur subvention.

Fêtes religieuses et autres jours spéciaux

Pour réduire les tensions, il est important de faire des plans de vacances justes et axés sur les enfants à l'avance. Pour certaines familles, il est possible, par exemple, de scinder la journée de Noël en deux, mais pour d'autres familles, une transition lors d'une journée comme celle-là est difficile et une rotation annuelle est sans doute préférable. Si, avant la séparation des parents, un enfant avait hâte à une tradition des fêtes (comme passer toute la journée de Noël chez un membre de la parenté), il pourrait être bon pour l'enfant de conserver cette tradition, surtout immédiatement après la séparation. Cependant, il est également important que l'enfant soit exposé à de nouvelles traditions des fêtes.

Certains parents s'attendent à voir leur enfant lorsque c'est leur fête (la fête des Mères ou la fête des Pères) et peut-être à l'anniversaire de naissance de chaque parent.

Il y a parfois des tensions entre les parents au sujet des plans pour les fêtes comme Noël et le Nouvel An, ou pour des événements comme l'Halloween ou l'anniversaire de naissance d'un enfant. Les parents peuvent accorder la même valeur ou une valeur différente aux fêtes religieuses et autres, ce qui peut mener à des conflits. Dans la mesure du possible, chaque parent devrait avoir la possibilité de passer du temps avec les enfants lors des journées qu'il estime importantes. Toutefois, le temps passé avec les enfants lors des « journées spéciales » est parfois plus important pour les parents et leurs proches que pour les enfants eux-mêmes. Bien que chaque parent puisse vouloir être en compagnie de son enfant lors d'un jour comme l'anniversaire de naissance de l'enfant et qu'il puisse être prévu de scinder en deux le temps de l'enfant ce jour-là, plusieurs enfants préfèrent en fait avoir deux « journées spéciales » et sont fort contents d'avoir « deux anniversaires de naissance » et même « deux Noëls » chaque année.

Les enfants sont plus susceptibles de se souvenir des disputes entre les parents autour du temps des fêtes et d'être bouleversés par ces disputes que d'avoir des souvenirs forts et positifs des dîners de fête en famille. Les événements lors desquels les enfants reçoivent des cadeaux ou sont le centre d'attention, comme les anniversaires de naissance, peuvent être plus attendus que mémorables, sauf s'il y a des souvenirs négatifs de disputes familiales.

Personnes qui passent prendre et déposent les enfants

Parfois, un parent peut ne pas être en mesure de passer prendre les enfants ou de les déposer en personne. Il peut alors prendre des dispositions pour qu'une autre personne

s'en occupe. Dans la plupart des cas, cela ne devrait pas poser de problème. Il se peut cependant que l'un des parents ait des préoccupations à ce sujet, que ce soit pour des raisons de sécurité ou parce qu'il ne se sent pas à l'aise, par exemple si la personne qui passe prendre ou dépose les enfants est un nouveau conjoint.

S'il existe des préoccupations, les parents devraient en discuter et, au besoin, les aborder dans le plan parental. S'il y a des préoccupations légitimes en matière de sécurité (p. ex. si l'un des parents veut qu'un oncle ou une tante passe prendre l'enfant, mais que son permis de conduire a été suspendu), il se peut qu'une personne doive être exclue de la liste des personnes qui peuvent participer au transport des enfants. Cependant, aussi désagréable que ce soit au début, les parents doivent s'adapter aux nouvelles situations, notamment en faisant la connaissance des personnes qui peuvent jouer un rôle important dans la vie de leurs enfants (comme le nouveau conjoint de l'autre parent) et en restant civils avec elles.

Souplesse face aux événements imprévus et au temps « manqué »

Aussi détaillés que puissent être leurs plans, les parents devront toujours être disposés à faire preuve de souplesse. Il y aura certainement des urgences personnelles et familiales imprévues, comme le décès d'un proche, qui nécessiteront de la souplesse et un soutien de la part des deux parents. Une bonne façon de réagir aux situations dans lesquelles l'autre parent vous demande de faire preuve de souplesse face à un événement imprévu ou à une urgence, c'est de penser à la façon dont vous voudriez qu'il réagisse si vous faisiez face à une situation ou à une urgence semblable.

Les parents devront aussi faire preuve de souplesse pour répondre aux besoins de leurs enfants, p. ex. en cas de situations médicales ou de fermetures d'école imprévues. Il se peut également que le calendrier doive être modifié s'il y a un événement sportif ou culturel à l'extérieur de la ville et que la participation à cet événement est soutenue et organisée par l'un des parents, mais que l'événement a lieu pendant que l'enfant est censé être avec l'autre parent. Les enfants apprécient les parents qui font preuve de souplesse pour répondre à leurs besoins.

On peut s'attendre à ce que, si l'un des parents demande une modification du calendrier (même pour un événement imprévu comme des funérailles), l'autre parent obtienne du temps « compensatoire » pour le temps manqué. Un parent qui ne passe qu'un temps limité avec l'enfant est plus susceptible de se préoccuper du temps « compensatoire ». La plupart des parents peuvent régler ce type de situation d'une façon informelle, dans chaque cas qui se présente. S'il y a lieu, des dispositions peuvent être prises pour prévoir du temps compensatoire au moment où la modification est demandée. Cependant, d'autres parents pourraient vouloir aborder expressément la question du « temps manqué » dans leur plan parental, notamment en examinant la façon dont il doit être organisé. Par exemple, une fin de semaine manquée mène-t-elle obligatoirement à du temps compensatoire la fin de semaine suivante, ou le parent qui cède de son temps peut-il choisir quand le temps compensatoire sera pris?

Le type de communication utilisé dépendra de plusieurs facteurs, dont l'âge et le stade de développement de l'enfant. Il faut comprendre que la plupart des enfants, surtout les plus jeunes, s'ennuient ou deviennent agités si les conversations sont trop longues. Il est rare que les jeunes enfants aiment de longues conversations, que ce soit en personne, au téléphone ou sur Internet. S'il y a un conflit entre les parents et que l'enfant est plus vieux, il peut être préférable pour l'enfant de recourir à une forme de communication qu'il peut utiliser tout seul et en privé.



Téléphone, appels vidéo et autres contacts (« temps parental virtuel »)

Plusieurs enfants veulent rester en contact avec un parent pendant qu'ils se trouvent chez l'autre parent, surtout si les périodes de séparation durent plus de quelques jours. Si la question risque de créer des conflits, il peut être important d'établir certaines règles de base pour la communication avec un parent pendant que l'enfant se trouve chez l'autre parent. Si les règles ne sont pas claires, il peut survenir des malentendus et l'un des parents peut avoir l'impression que l'autre « empiète » sur son temps. Les règles de base permettent aussi de s'assurer qu'il ne revient pas aux enfants de gérer eux-mêmes le temps parental virtuel. Il est peu probable que de jeunes enfants aient les compétences en matière de gestion du temps et les compétences techniques nécessaires pour organiser de tels contacts, et ils peuvent ressentir de la culpabilité ou de la tristesse après avoir « oublié » d'appeler. Les adolescents sont plus susceptibles de jouir d'une plus grande indépendance pour communiquer avec chaque parent selon leur horaire et leurs besoins.

Les parents devraient déterminer ensemble si les contacts par téléphone/messages textes ou autres contacts répondront aux besoins de l'enfant et, dans l'affirmative, combien de contacts seront nécessaires. La prise de décisions devrait tenir

compte de la capacité des parents de soutenir l'utilisation de la technologie par de jeunes enfants, de la sécurité et de la vie privée de l'enfant et des parents, ainsi que du fonctionnement et des souhaits de l'enfant. Certains enfants, surtout les plus jeunes, se sentent bien lorsqu'ils passent du temps chez un parent et peuvent mal réagir juste en entendant la voix de l'autre parent au téléphone ou en l'apercevant lors d'un appel vidéo. D'autres enfants veulent être réconfortés en communiquant régulièrement avec le parent absent. Parfois, les parents ne saisissent l'importance des contacts pour l'enfant que lorsqu'un plan parental est en place depuis un certain temps et que l'enfant a eu le temps de s'habituer au nouvel horaire. Le nombre de contacts dont l'enfant pense avoir besoin peut aussi changer en fonction de l'âge et de facteurs externes (p. ex. période de stress à l'école, vacances qui approchent). Ainsi, les parents devraient être souples et se concentrer sur les besoins de l'enfant lorsqu'ils évaluent la fréquence de ses contacts avec l'autre parent. Pour porter fruit, le temps parental virtuel avec de

jeunes enfants doit souvent être relativement court (p. ex. un appel de cinq à dix minutes, qui peut être prolongé si l'enfant continue à y participer).

Médias sociaux

Pour certains parents, l'utilisation de médias sociaux par l'enfant, ou l'utilisation de photos ou d'autres renseignements au sujet de l'enfant dans les médias sociaux des parents, sont des questions sensibles qui devraient être abordées dans un plan parental. D'autres parents abordent ces questions d'une façon souple et au fur et à mesure que les choses évoluent.

Les parents pourraient envisager d'inclure dans leur plan parental une disposition limitant la publication de photos de leurs enfants ou de l'autre parent sur Facebook ou dans d'autres médias sociaux, ou une disposition prévoyant qu'ils ne peuvent publier de telles photos que d'une manière respectueuse. Même en l'absence d'une disposition particulière dans le plan parental, les parents devraient utiliser leurs propres médias sociaux d'une manière qui soit respectueuse de la vie privée de leurs enfants et de l'autre parent. Cela est souhaitable pour favoriser la coopération, réduire les conflits entre les parents et promouvoir les intérêts des enfants. L'utilisation inappropriée des médias sociaux comme plate-forme pour attaquer ou critiquer l'autre parent peut être invoquée contre le parent qui a publié des commentaires déplacés si jamais l'affaire est portée devant les tribunaux.

À mesure que les enfants grandissent, il est probable qu'ils commencent à utiliser les médias sociaux pour communiquer avec leur famille, leurs amis, des connaissances et des gens un peu partout dans le monde. Il est préférable que les parents discutent de l'utilisation des médias sociaux par leurs enfants et qu'ils établissent des règles partagées à ce sujet; si cela n'est pas possible, il est important que chacun des parents soit au moins au courant de l'approche adoptée par l'autre parent lorsque l'enfant est sous sa garde. Il est également important de faire participer les enfants aux discussions concernant les médias sociaux. En réalité, les parents d'adolescents trouvent souvent que l'éducation et les discussions avec leurs enfants sont les seuls moyens efficaces d'exercer une influence sur l'utilisation des médias sociaux par leurs enfants.

Si le plan parental traite de l'utilisation des médias sociaux, les parents devraient se pencher sur la question de savoir si cette utilisation sera fondée sur le « principe d'intégrité » (les violations portées à l'attention de l'autre parent devant être abordées d'une façon ou d'une autre), ou si une forme quelconque de surveillance est prévue.

Droit de « premier refus » (ou priorité du parent en ce qui concerne le soin parental des enfants)

Certains parents conviennent que, si le parent qui doit passer du temps avec les enfants ne peut être avec eux en personne, l'autre parent devrait avoir le premier choix en ce qui concerne le soin parental des enfants, avant que d'autres dispositions ne soient prises pour faire garder les enfants. L'idée que la « priorité » devrait être accordée à un parent pour le soin parental des enfants peut soulever des préoccupations particulièrement importantes si un parent ne dispose que d'un temps limité avec les enfants, ou lorsque des absences sont prévues pendant de longues périodes.

Cependant, plusieurs parents estiment que de telles dispositions sont importunes et peuvent créer des conflits, de sorte qu'ils préfèrent laisser au parent chez qui les



enfants se trouvent la responsabilité et le droit de prendre les décisions relatives au soin parental des enfants « lorsqu'ils sont avec lui ». Ce type de clause est plus susceptible d'être approprié si les deux parents – ou l'un d'eux – doivent souvent s'absenter et ne peuvent donc s'occuper eux-mêmes des enfants, par exemple dans le cas de voyages d'affaires avec nuitées.

Temps passé avec d'autres adultes importants

Les enfants peuvent avoir d'importantes relations à long terme avec d'autres adultes que leurs parents, comme les grands-parents ou des membres de la famille élargie. Chaque parent a le droit et la responsabilité de décider si les enfants peuvent voir d'autres personnes « lorsqu'ils

sont avec lui ».

Cependant, dans certains cas, les parents peuvent décider d'inclure dans leur plan parental une disposition prévoyant expressément des contacts entre les enfants et une autre personne. Par exemple, ils peuvent le faire lorsqu'une personne a beaucoup participé aux soins des enfants et qu'il est important que les enfants maintiennent cette relation grâce à des contacts réguliers.

Au moment d'envisager une telle disposition, il est important de tenir compte de l'horaire général des enfants et de leur participation à d'autres activités.

Temps passé avec les frères et sœurs

Comme il a été mentionné ci-dessus, tant pour des raisons psychologiques que pour des raisons pratiques, il est habituellement préférable d'établir un calendrier parental

qui permet aux frères et sœurs de rester ensemble. Cependant, dans certains cas, il peut y avoir différents calendriers parentaux pour différents enfants, ou alors des modifications occasionnelles pour un enfant, surtout lorsque les enfants grandissent et peuvent se déplacer sans l'un ou l'autre des parents.

Si l'un des parents ou les deux ont de nouveaux conjoints qui ont eux-mêmes des enfants, les parents devraient aussi étudier la possibilité d'harmoniser les calendriers de manière à prévoir du temps avec les frères ou sœurs par alliance ou les demi-frères ou demi-sœurs. Toutefois, il est également important de reconnaître que chaque enfant peut tirer profit du temps passé en tête à tête avec chaque parent.

Assistance aux événements liés aux enfants

Il est important que les parents décident s'ils assisteront tous les deux aux rencontres parents-enseignants et aux activités parascolaires comme les événements sportifs. Si les parents peuvent rester courtois l'un envers l'autre, il est préférable qu'ils assistent ensemble aux rencontres parents-enseignants et aux événements importants, comme la remise des diplômes.

Si l'enfant est à la charge d'un des parents, par exemple lors d'un événement sportif, il est approprié que l'enfant salue l'autre parent et interagisse avec lui si ce dernier assiste à l'événement. Le parent ayant la charge de l'enfant à ce moment-là devrait favoriser une telle interaction.

Les parents qui ont un nouveau conjoint devraient faire preuve de sensibilité lorsqu'il s'agit d'emmener le nouveau conjoint et les enfants à un événement auquel assiste également leur ancien conjoint. En règle générale, ils ne devraient pas le faire avant que la nouvelle relation soit stable et ils devraient en informer leur ancien conjoint à l'avance, plutôt que de le surprendre.

Il est préférable pour les enfants que leurs parents soient polis l'un envers l'autre et assistent ensemble à certains événements. Cependant, il faut être réaliste; si la situation risque d'être désagréable ou conflictuelle, les parents pourraient assister aux événements à tour de rôle. S'il y a un risque de conflit à cet égard, il est important de préciser la façon dont le problème sera abordé. Les parents assisteront-ils aux événements à tour de rôle? Est-ce que chaque parent aura le droit d'assister à des types d'événements particuliers (p. ex. parties de hockey ou représentations à l'école)? Comment les renseignements au sujet des événements seront-ils partagés à l'avance?

Effets personnels des enfants

Les enfants ont souvent des vêtements, des jouets ou des dispositifs de communication préférés qu'ils aiment avoir en leur possession, peu importe le parent avec lequel ils passent du temps. Les téléphones cellulaires et autres dispositifs de communication peuvent être un sujet de controverse si l'un des parents paie des frais mensuels. Si ces effets sont considérés comme appartenant à un enfant, celui-ci devrait être autorisé à

les apporter avec lui, peu importe quel parent les a achetés ou paie des frais. Les deux parents doivent respecter le lien que l'enfant peut avoir avec les effets qu'il estime être les siens.

Si la question des effets personnels risque de créer des conflits, il est important que les parents et les enfants relèvent clairement quels effets peuvent être apportés et précisent les attentes relatives à ces effets.

Un tel partage de biens entre les parents pourrait même s'appliquer aux animaux de compagnie qui peuvent passer d'une résidence à l'autre avec les enfants. Cependant, il est important d'être réaliste au sujet des soins de l'animal de compagnie et de tenir compte du bien-être de l'animal et du lien de chaque parent avec celui-ci, ainsi que du lien de l'enfant avec l'animal de compagnie.

RESPONSABILITÉS DÉCISIONNELLES

Plusieurs décisions doivent être prises au sujet des enfants. Certaines sont des décisions importantes qui auront peut-être une incidence sur la vie d'un enfant pendant des années (p. ex. l'école secondaire qu'il fréquentera) ou qui pourraient avoir un effet permanent sur l'avenir d'un enfant (p. ex. un traitement médical). Il y a aussi de nombreuses décisions quotidiennes de moindre importance à prendre.

Décisions « importantes »

Les décisions « importantes » portent notamment sur ce qui suit :

- le choix d'école et les besoins en matière d'éducation, comme les tests psychologiques ou psychopédagogiques, la remédiation, l'enrichissement, le tutorat, ou le placement dans une classe d'enfants en difficulté;
- les traitements médicaux, y compris les soins dentaires, les besoins alimentaires particuliers, les médicaments à long terme et les autres besoins en matière de soins de santé, comme la thérapie/le counseling ou la vaccination;
- la participation à des activités parascolaires, surtout s'il est prévu que les deux parents seront responsables de soutenir la participation de l'enfant;
- la foi, les pratiques religieuses, la spiritualité et le patrimoine culturel ou ethnique, ainsi que les langues que l'enfant apprendra.

Les parents peuvent convenir de prendre les décisions importantes conjointement, d'en laisser le soin à un seul parent après consultation de l'autre parent, ou de répartir les décisions à prendre entre eux. S'il est convenu que les décisions doivent être prises conjointement, il doit y avoir un mécanisme quelconque, comme la médiation, pour régler les différends si les parents ne peuvent s'entendre. Les dispositions du plan parental qui peuvent être utilisées pour régler les désaccords, comme celles relatives à la médiation, sont abordées ci-dessous.

Bien qu'il soit préférable pour les enfants que les parents se consultent et prennent les décisions importantes conjointement, il est important que les parents soient réalistes

lorsqu'il s'agit de savoir s'ils doivent faire des compromis pour prendre des décisions conjointes. Parfois, il est impossible de prendre des décisions conjointes lorsque les parents se sont séparés. Une solution consiste à insérer dans le plan parental une disposition prévoyant que les parents doivent se consulter au sujet des décisions importantes, mais qu'un des parents a le dernier mot. Il est possible de partager les responsabilités afin que les parents soient tenus de se consulter au sujet de toutes les décisions importantes, mais qu'un des parents ait la responsabilité ultime de prendre les décisions dans certains domaines (comme les soins de santé et la religion) et que l'autre parent ait le dernier mot sur d'autres questions (comme l'éducation et les activités parascolaires).

Sinon, par exemple, les parents peuvent convenir que chacun d'eux choisira et paiera une activité parascolaire pour un enfant et que chacun des parents acceptera le choix de l'autre et emmènera l'enfant aux activités prévues lorsque celui-ci sera avec lui.

Le plan parental peut aussi préciser qu'un seul parent prendra quelques-unes ou la totalité des décisions importantes.

Lorsqu'il s'agit d'examiner comment les décisions importantes au sujet de certains aspects de la vie d'un enfant seront prises, il est important de comprendre qu'une fois une décision prise sur une question donnée, les deux parents devront coopérer afin de la mettre en œuvre de façon efficace. Cela est particulièrement vrai dans le cas des décisions en matière d'**éducation**, car quel que soit le calendrier parental, il est probable que les deux parents auront un rôle à jouer pour emmener ou passer prendre l'enfant à l'école, l'aider à faire ses devoirs et rencontrer les enseignants. Les décisions **médicales**



nécessitent souvent la participation des deux parents, afin que ces derniers puissent s'assurer de donner les bons médicaments ou de bien suivre d'autres aspects d'un plan de traitement. Les **activités parascolaires** exigent habituellement que les deux parents offrent un certain soutien et s'occupent du transport, surtout lorsque l'activité a lieu au cours du temps parental des deux parents. Il faut tenir compte des conséquences de la mise en œuvre des décisions lors de l'établissement d'un plan concernant le processus décisionnel.

À mesure que les enfants grandissent, ils ont tendance à participer davantage au processus décisionnel. Par exemple, les enfants plus âgés s'attendent souvent à participer aux choix d'écoles et d'activités, et leur consentement peut être requis pour des soins médicaux.

Décisions « quotidiennes »

Il est recommandé de discuter à l'avance des décisions prévisibles importantes. En revanche, les décisions quotidiennes et urgentes sont habituellement prises par le parent qui se trouve avec l'enfant.

Le parent qui s'occupe de l'enfant est habituellement autorisé à prendre les décisions quotidiennes liées à des questions comme les devoirs, les habitudes de coucher, les repas et les tâches ménagères pendant que l'enfant se trouve avec lui. Même pour les décisions et les routines quotidiennes, il est préférable que les parents se consultent et communiquent l'un avec l'autre. Bien que chaque parent ait certes le droit d'établir ses propres « règles de la maison », la cohérence et la stabilité sont utiles pour les enfants. De plus, pour certaines questions, la santé de l'enfant peut exiger certaines normes de soins.

Bien que chaque parent soit responsable des soins et des décisions quotidiennes chez lui, il est particulièrement important que les parents comprennent que le développement sain des enfants en bas âge et des enfants d'âge préscolaire exige une routine cohérente pour le coucher, le sommeil et l'alimentation.

Urgences

En cas d'urgence médicale, le parent chez qui réside l'enfant devrait tenter d'informer immédiatement l'autre parent de la situation et lui demander de participer à la prise de décisions. Au minimum, sauf s'il existe des circonstances ou des considérations particulières, les deux parents devraient être informés des urgences médicales.

Mise en œuvre des plans

Les plans parentaux ne traitent habituellement pas des ententes alimentaires pour enfants; de plus, des conseils juridiques sur les aliments pour enfant dépassent la portée du présent manuel. Cependant, les parents sont encouragés à se renseigner ou à demander des conseils au sujet des aliments pour enfant et du partage des dépenses relatives aux enfants pour faciliter la mise en œuvre de leur plan parental. Plus particulièrement, en plus de comprendre et d'aborder les obligations alimentaires pour enfant que chaque parent peut avoir envers l'autre, les parents pourraient juger bon de se pencher sur certaines questions, par exemple celle de savoir quel parent achètera les vêtements, les articles de sport et les jouets des enfants, ou celle de savoir si les deux parents seront responsables de le faire ou partageront leurs responsabilités à cet égard d'une manière ou d'une autre.

Plusieurs parents abordent de telles questions d'une façon continue et informelle, tandis que d'autres choisissent de mettre en œuvre une entente plus formelle, souvent dans le cadre d'un accord de séparation détaillé. L'entente formelle procure une certitude aux deux parents et peut être particulièrement importante dans les cas où il est probable

qu'il y aura un conflit au sujet de questions financières ou du paiement des dépenses relatives aux enfants.

COMMUNICATION, PLANIFICATION ET MISE EN ŒUVRE

Une bonne communication entre les parents est essentielle à une bonne relation coparentale.

Il est important d'établir des règles de base concernant les renseignements que les parents doivent s'échanger à propos des enfants, ainsi que des protocoles sur la façon dont ils le feront (p. ex. plate-forme de communication Web, fréquence, délai de réponse, etc.). Il est également bon de décider de la manière dont les parents discuteront des questions liées aux enfants qui se poseront de temps à autre.

Échange de renseignements

En vertu de la *Loi sur le divorce* et de la *Loi portant réforme du droit de l'enfance* de l'Ontario, il est présumé que les parents ont le droit d'obtenir des renseignements au sujet de la santé, de l'éducation et du bien-être de leurs enfants directement auprès de toute personne ou de tout organisme susceptible de posséder de tels renseignements (comme les médecins et les écoles), même si ces parents n'ont pas le droit de prendre des décisions importantes concernant leurs enfants ou de participer à ces décisions. Malgré ces droits présumés, les parents pourraient juger bon d'inclure dans leur plan parental des dispositions qui reconnaissent ces droits (ou qui les limitent), afin de s'assurer que les tiers professionnels savent clairement à qui ils peuvent fournir des renseignements. Il peut aussi être utile d'ajouter des dispositions qui reflètent l'engagement des deux parents à signer tout formulaire de consentement à la communication de renseignements que peut exiger un professionnel.

Les parents devraient également savoir que les enfants plus âgés pourraient avoir le droit de demander un traitement ou des conseils confidentiels sans que l'un ou l'autre des parents n'en soit informé. Par conséquent, les parents pourraient juger bon d'inclure dans leur plan parental des dispositions précisant que le droit d'accès à l'information d'un parent est assujéti au droit à la confidentialité de leur enfant.

Activités parascolaires

Il est utile que les enfants participent à des activités parascolaires, dans la mesure où elles correspondent aux intérêts et habiletés des enfants et sont compatibles avec les ressources des parents. Si possible, les parents devraient élaborer un plan conjoint pour décider des activités parascolaires qu'entreprendront les enfants.

Un parent ne devrait planifier une activité parascolaire qui aura lieu pendant la période où l'enfant réside chez l'autre parent qu'après avoir obtenu l'accord de ce dernier. En

l'absence d'accord à ce sujet, le parent chez qui réside l'enfant lorsque l'activité est prévue a le droit de décider si l'enfant participe ou non à l'activité.

La planification d'activités qui auront lieu pendant la période où l'enfant réside chez l'autre parent, sans le consentement de celui-ci, peut être injuste tant pour l'autre parent que pour l'enfant.

Religion, spiritualité, culture, langue et ethnicité

La *Loi sur le divorce* et la législation provinciale reconnaissent que la religion, la spiritualité, la culture, la langue et l'ethnicité sont très importantes pour de nombreux parents et qu'il est dans l'intérêt de leurs enfants qu'ils partagent leur foi et leur patrimoine avec ces derniers. Pour d'autres parents, de telles questions sont moins importantes.

Si les parents ne sont pas de la même foi et ne partagent pas la même identité culturelle ou ethnique, il est particulièrement important d'aborder ces questions. Or, cela peut s'avérer difficile.

Si ces questions sont importantes pour les parents et susceptibles d'être litigieuses, le plan parental devrait les aborder. Les enfants et les parents pourraient devoir s'adapter au fait qu'un enfant a un double patrimoine et sera exposé aux deux cultures. Pour certaines questions, comme la religion, il faut s'attendre à ce que l'enfant ait un jour la maturité suffisante pour prendre ses propres décisions.

Patrimoine autochtone

Si l'un des parents – ou les deux – ont un patrimoine, un statut de bande, une langue, des traditions ou une culture autochtone, il peut y avoir des questions particulières à aborder dans le plan parental. Ces questions pourraient se rapporter à la participation et à la présence à des événements communautaires qui peuvent avoir lieu sans calendrier fixe.

Si les parents sont membres de différentes bandes, ils pourraient juger bon de traiter de l'inscription de l'enfant dans leur plan parental.

Si les deux parents ont le même patrimoine culturel ou communautaire, ils pourraient prévoir qu'un membre respecté de la communauté ou un aîné participera au règlement des différends.

Documents

Il est important de décider qui obtiendra les documents importants pour les enfants (comme les cartes santé et les dossiers d'immunisation, les cartes de NAS, les

certificats de naissance et les passeports) et qui sera principalement responsable de les conserver.

En règle générale, les deux parents devraient avoir des copies de tous les documents importants.

Vacances et voyages

Quand un parent envisage de voyager avec les enfants, surtout s'il s'agit d'un long voyage ou d'un voyage lointain, il est important d'en aviser l'autre parent, afin qu'il sache :



- quels moyens de transport seront utilisés (avec des détails précis comme le numéro de vol et d'autres détails similaires);
- où les enfants vont et sont hébergés (avec des adresses précises);
- comment communiquer avec les enfants pendant leur absence;
- quand les enfants reviendront.

Le gouvernement du Canada recommande fortement que les enfants qui voyagent à l'étranger aient en leur possession une lettre de consentement prouvant qu'ils ont la permission de voyager de chaque personne légalement habilitée à prendre des décisions importantes en leur nom, si cette personne n'accompagne pas les enfants pendant le voyage. Les parents pourraient vouloir ajouter, dans leur plan parental, une disposition qui traite des lettres de consentement. Ils voudront peut-être aussi utiliser les [lettres de consentement recommandées par le gouvernement fédéral pour les enfants voyageant à l'étranger](#).

Passeports

Lorsque les parents sont séparés ou divorcés, les fonctionnaires de Passeport Canada ont des règles relatives aux signatures des parents qui sont exigées pour les demandes et renouvellements de passeport. Ces fonctionnaires doivent s'assurer que le parent qui présente la demande a le droit de le faire et qu'il n'y a pas de restrictions concernant les voyages.

Dans le cas de parents séparés ou divorcés, les deux parents doivent habituellement signer la demande de passeport de l'enfant. Cependant, un accord de séparation ou une ordonnance judiciaire peut préciser qu'un parent seul peut obtenir un passeport sans le consentement de l'autre parent; l'enfant doit résider chez ce parent la plupart du temps. Les parents devraient consulter Passeport Canada au sujet de ses exigences,

car des documents très clairs sont habituellement exigés pour permettre à un parent d'obtenir un passeport.

Restrictions concernant les voyages

Parfois, un parent peut s'inquiéter de laisser les enfants quitter la province ou le pays. Par exemple, il peut craindre que l'autre parent tente d'emmener les enfants avec lui pour qu'ils aillent vivre dans un autre pays. Si un parent craint que l'autre parent tente d'emmener les enfants avec lui dans un autre pays sans son consentement, il serait très important qu'il consulte un avocat pour s'assurer que le plan parental protège les enfants.

L'imposition d'une restriction concernant les voyages d'un enfant peut avoir des répercussions sur la demande de passeport. Si le plan parental prévoit que les enfants ne peuvent sortir du Canada, les fonctionnaires de Passeport Canada peuvent décider de ne pas délivrer de passeport à l'enfant.

RÉVISION ET MODIFICATION DES PLANS

Surveillance et modification du plan parental

Le plan parental devrait être élaboré en tenant pour acquis qu'il devra être modifié à mesure que les besoins et la situation des enfants changeront. Des modifications pourraient aussi être requises en raison de changements dans la vie d'un des parents, comme des changements en matière de santé ou d'emploi, ou un déménagement important. Pour élaborer le plan initial, il est utile d'établir un processus servant à apporter des changements au calendrier ou à d'autres parties du plan parental.

Si un parent songe à effectuer des changements importants, notamment en ce qui concerne le mode de vie des enfants ou les aliments pour enfant, il est préférable qu'il discute des questions et de l'ébauche d'un plan parental modifié avec un avocat avant de le signer, afin de comprendre les droits, les conséquences et les responsabilités juridiques. Un changement important sur le plan du temps parental peut avoir une incidence sur les obligations alimentaires pour enfant. Il est particulièrement important d'obtenir des conseils juridiques si les changements apportés au plan parental sont importants, que les conditions de votre plan parental font partie d'un accord de séparation formel ou ont été intégrées à une ordonnance du tribunal et que l'on s'attend à ce que le plan parental révisé soit juridiquement contraignant.



Il peut être judicieux de prévoir une disposition sur le règlement des différends se rapportant à une modification possible – comme une disposition prévoyant le recours à la médiation – au cas où les parents ne pourraient s’entendre sur une modification.

Rencontres régulières entre les parents

Les enfants ont besoin de différentes choses de leurs parents à différents âges et stades de développement. De plus, leurs horaires changent à mesure qu’ils vieillissent. Cela est particulièrement vrai lorsque les enfants commencent à participer à un plus grand nombre d’activités. Plus l’enfant est jeune au moment de la séparation des parents, plus ses besoins changeront au fil du temps, de sorte que des modifications devront être apportées au plan parental.

Le plan parental peut comprendre des dispositions prévoyant que les parents doivent se rencontrer régulièrement pour discuter des questions relatives aux responsabilités parentales et du bien-être de leurs enfants et pour examiner les plans pour l’avenir.

Clause de « révision »

Il est courant d’inclure dans le plan parental une disposition prévoyant des rencontres de révision. Ainsi, une date est prévue afin que les parents se rencontrent pour discuter du plan parental et de son efficacité. Avant la rencontre, les parents devraient demander à leurs enfants (à moins qu’ils ne soient très jeunes) d’indiquer comment le plan parental répond à leurs besoins individuels. La disposition devrait prévoir suffisamment de temps avant la première rencontre de révision pour que les parents et les enfants puissent mettre l’arrangement parental à l’essai. Par exemple, il pourrait y avoir une rencontre initiale après trois mois et, par la suite, des rencontres peut-être tous les six mois.

Les pauses naturelles de l’année sont souvent de bons moments pour commencer un nouvel arrangement ou y mettre fin. Par exemple, la fin de l’année scolaire, la fin de l’été ou les congés scolaires importants sont de bons moments pour effectuer des changements.

Les parents devraient savoir que, s’ils ne peuvent s’entendre sur un plan révisé et qu’ils ont recours aux tribunaux, le juge pourrait hésiter à ordonner la modification d’un arrangement parental qui semble fonctionner pour l’enfant. Les tribunaux sont préoccupés par la stabilité pour les enfants et ne modifieront un arrangement parental que pour un motif valable et si la modification est dans l’intérêt de l’enfant.

Changements imprévus

Parfois, les parents et les enfants connaissent dans leur vie des changements qui n’étaient pas prévus lorsque les parents ont établi le plan parental et qu’il peut être nécessaire d’aborder entre les rencontres régulières. Par exemple, l’un des parents

peut avoir un nouvel horaire de travail ou un nouvel emploi exigeant que des changements soient apportés au plan parental. Il est souvent judicieux de prévoir une discussion des changements imprévus, ainsi que des rencontres régulières.

Déménagements locaux

Si l'un des parents déménage localement, il est important qu'il en informe au préalable l'autre parent, parce que le déménagement peut avoir une incidence sur l'arrangement parental et sur d'autres arrangements, notamment ceux se rapportant à l'école et aux activités parascolaires. La *Loi sur le divorce* et la *Loi portant réforme du droit de l'enfance* exigent généralement que chaque parent donne à l'autre un [avis écrit](#) d'un changement local de résidence, lequel avis indique la nouvelle adresse et les nouvelles coordonnées, ainsi que la date du déménagement. Le gouvernement fédéral a un [formulaire qui peut être utilisé à cette fin](#).

Déménagement important

Même les déménagements sur une distance relativement courte peuvent avoir une incidence importante sur les enfants et leurs rapports avec leurs parents, surtout si les enfants se déplacent eux-mêmes entre les domiciles, ou si les parents comptent sur les transports en commun pour les déplacements des enfants. Il est important de penser à

Les tribunaux examinent de près les déménagements contestés. Les déménagements proposés peuvent être refusés, surtout si les parents ont tous les deux joué un rôle important en ce qui concerne les soins des enfants. Les tribunaux perçoivent de façon négative les parents qui déménagent unilatéralement, sans donner d'avis à l'autre parent ou malgré les objections de ce dernier. Un tel acte unilatéral peut rendre moins probable l'approbation du déménagement par le tribunal.



la façon de traiter de cette question dans le plan parental, même si ni l'un ni l'autre des parents ne prévoit déménager.

La *Loi sur le divorce* et la législation ontarienne définissent un « déménagement important » comme un déménagement avec un enfant qui aura une « incidence importante sur les rapports de l'enfant » avec l'autre parent. La personne qui prévoit déménager avec l'enfant est tenue de donner à l'autre parent un [avis écrit](#) de 60 jours du déménagement prévu. Cela donne aux parents le temps de discuter des questions liées au déménagement important. Si l'autre parent s'oppose au déménagement important avec l'enfant, le parent qui veut déménager avec l'enfant est censé obtenir une ordonnance du tribunal avant de le faire.

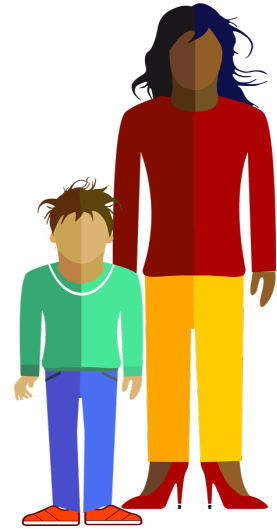
Si un parent prévoit déménager, les parents devraient discuter de questions telles que les changements aux calendriers parentaux, des communications, des arrangements et du

partage des coûts, afin que l'enfant puisse maintenir une relation solide avec les deux parents. En règle générale, il est préférable que les parents règlent de telles questions par voie de discussion ou de médiation, mais ils peuvent recourir aux tribunaux s'ils n'y parviennent pas. Un facteur important que le tribunal examinera lors d'une audience judiciaire sera la question de savoir si le parent qui veut déménager avec l'enfant a favorisé la relation avec l'autre parent et a un bon plan qui permettra de maintenir cette relation malgré le déménagement.

Règlement des différends familiaux

Un plan parental vise notamment à limiter les futurs conflits. Cependant, à mesure que les enfants vieillissent et que les vies changent, il peut être nécessaire de modifier le plan parental. Il est préférable que les parents s'entendent sur une modification axée sur les enfants, mais il arrive parfois qu'ils ne parviennent pas à s'entendre. De plus, si le plan parental prévoit que les parents prendront certaines décisions conjointement, par exemple au sujet de l'école, il se peut qu'ils ne puissent pas toujours s'entendre.

Il est utile d'inclure dans le plan parental une disposition précisant la façon de régler les désaccords. Bien qu'il soit toujours possible de porter un différend devant les tribunaux, il s'agit d'un moyen coûteux, lent et antagoniste de régler les différends. Les plans parentaux prévoient souvent le recours à un processus de règlement extrajudiciaire des différends familiaux (comme la médiation, le droit collaboratif, la coordination parentales, l'arbitrage, ou la consultation auprès d'un membre respecté de la communauté ou d'un mentor parental) avant le recours aux tribunaux pour régler un différend. L'entente peut comprendre des dispositions sur le paiement des coûts liés à de tels processus de règlement des différends.



CONSIDÉRATIONS PARTICULIÈRES À PRENDRE EN COMPTE POUR ÉTABLIR UN PLAN PARENTAL

Chaque situation est unique, mais il y a des considérations particulières à prendre en compte lorsqu'il s'agit d'établir des plans et calendriers parentaux dans certains contextes précis.

Parents n'ayant jamais vécu ensemble

Sauf intervention des autorités de protection de l'enfance, la mère naturelle a le droit de s'occuper de l'enfant dès sa naissance et de prendre des décisions médicales immédiates. Cependant, l'autre parent de l'enfant a aussi des droits. Lorsqu'un enfant naît, que les parents ne vivent pas ensemble dans une relation conjugale et qu'ils ne

s'entendent pas sur la filiation, il se peut que la filiation juridique doive être établie. Ce processus comprend habituellement la conduite de tests d'ADN.

Dès la filiation établie (et même avant), la mère devrait encourager le développement d'une relation solide avec le père, sauf s'il existe des préoccupations liées à la violence ou à une incapacité de fournir des soins adéquats. Comme il a été mentionné dans la section sur les nourrissons, il devrait y avoir des visites courtes et fréquentes à mesure que la relation s'établit et que le père acquiert de l'expérience avec l'enfant.

Dans certains cas, le père n'est pas présent, ou n'a peut-être même pas été reconnu à la naissance, et n'a pas ou presque pas de contact avec l'enfant jusqu'à plus tard dans sa vie. Dans de tels cas, le temps que le parent absent passe avec l'enfant devrait augmenter progressivement jusqu'à ce que l'enfant se sente à l'aise avec le parent et que celui-ci ait acquis les compétences parentales nécessaires pour s'occuper de l'enfant. Il est important que les parents demeurent souples, compte tenu de l'âge, du développement et de la capacité de transition de l'enfant, au moment d'établir le plan parental, surtout si l'absence a été de longue durée. Les besoins affectifs de l'enfant qui doit s'adapter au fait qu'un nouveau parent entre dans sa vie devraient être d'une importance capitale pour déterminer le plan approprié. Un enfant plus âgé devrait aussi avoir un mot à dire quant à savoir si, quand et comment un parent qui était absent devrait entrer dans sa vie et si le contact devrait être maintenu.

À divers endroits, il existe des cours sur le rôle parental qui peuvent aider les parents n'ayant aucune expérience relative aux soins des enfants en leur fournissant les compétences et les connaissances nécessaires pour qu'ils puissent devenir des parents actifs dans la vie de leurs enfants.

Exercice du rôle parental à distance

Les enfants gagnent à ce que les parents résident à une distance raisonnable l'un de l'autre, afin d'assurer un contact régulier entre les enfants et les deux parents. L'exercice du rôle parental à distance présente des difficultés et exige que les deux parents établissent des plans et fassent preuve de créativité et de souplesse pour réduire l'impact de la distance sur la relation parent-enfant.

Lorsque les parents vivent loin l'un de l'autre, les enfants (en tout cas ceux qui vont à l'école) ont inévitablement une résidence principale là où ils vont à l'école. Cependant, en règle générale, ils devraient aussi passer beaucoup de temps sous les soins de l'autre parent.

La nature du calendrier parental dans de telles situations dépend de plusieurs facteurs, notamment l'âge et le tempérament des enfants, les ressources financières des parents, ainsi que la distance entre les domiciles des parents. Dans la mesure du possible, le temps parental chez l'autre parent devrait être prévu de manière qu'il

n'entrave pas de façon significative les activités scolaires et importantes de l'enfant. Malgré la distance entre les maisons, et dans la mesure où les finances le permettent, les visites et le temps parental devraient avoir lieu aux deux endroits, afin que le parent chez qui l'enfant n'a pas sa résidence principale puisse participer aux activités parascolaires et à la vie scolaire de l'enfant.

Les possibilités virtuelles liées à l'exercice du rôle parental peuvent aider le parent chez qui l'enfant n'a pas sa résidence principale à avoir un contact significatif régulier avec l'enfant, faciliter l'établissement d'une routine et permettre la tenue d'activités de création de liens (p. ex. lire des histoires, chanter des chansons et jouer à des jeux). Pour les enfants plus âgés, la communication par Internet peut permettre au parent qui habite loin d'aider les enfants à faire leurs devoirs et de discuter des activités quotidiennes avec eux. Si un parent habite loin, il est important non seulement que le parent résidentiel primaire facilite ce type de contact avec l'autre parent, mais aussi qu'il envoie des mises à jour régulières au sujet du rendement scolaire, des activités et du développement de l'enfant. Lorsqu'un tel contact a lieu, il est conseillé de donner à l'enfant toute l'intimité voulue pour qu'il puisse avoir une bonne discussion avec l'autre parent (sauf si une surveillance est jugée nécessaire en raison de préoccupations en matière de sécurité).

Parents dans les Forces armées

Des questions particulières peuvent se présenter dans le cadre de l'élaboration du plan parental si l'un des parents ou les deux sont membres des Forces armées et peuvent être mutés à l'intérieur du pays ou déployés à l'étranger. Dans la mesure du possible, l'enfant devrait être encouragé à communiquer avec le parent militaire par Internet ou un autre mode de communication. Le plan parental devrait habituellement prévoir du temps parental prolongé lorsque le parent qui était absent est de nouveau disponible pour l'enfant.

Cependant, il est également important d'être sensible aux besoins et sentiments des enfants qui peuvent se sentir mal à l'aise avec un parent qu'ils ne connaissent pas bien. Comme dans d'autres situations, il pourrait être nécessaire de mettre en place un calendrier parental progressif jusqu'à ce que les enfants se sentent à l'aise avec le parent qui était absent.

Enfants ayant des besoins spéciaux

Les deux parents devraient comprendre l'état de santé et de santé mentale, les troubles d'apprentissage, ou les autres besoins spéciaux de l'enfant. Les parents devraient s'entendre sur les interventions appropriées, notamment celles avec les médecins, thérapeutes, fournisseurs de traitements et services d'éducation spécialisée. Dans de tels cas, il est essentiel que l'enfant ne soit pas le messager pour ce qui est de son traitement et de son diagnostic. Les parents doivent s'entendre sur un plan pour gérer

le traitement; bien que le fournisseur du traitement puisse fournir des conseils aux deux parents, il ne convient pas de s'attendre à ce qu'il agisse comme médiateur en cas de désaccord entre les parents. Les parents doivent communiquer entre eux en ce qui concerne le partage des médicaments et de l'équipement requis pour les soins de l'enfant. Lorsque les parents peuvent collaborer au sujet des besoins spéciaux de leur enfant, ils devraient tous les deux assister aux rendez-vous chez le médecin et aux réunions scolaires concernant les soins et le traitement de l'enfant.

Le temps parental doit tenir compte des besoins spéciaux de l'enfant. Certains enfants ayant des besoins spéciaux éprouvent des difficultés importantes liées aux transitions ou ont besoin d'une routine particulièrement stable et cohérent. Les régimes de temps égal et les transitions fréquentes peuvent moins convenir à certains enfants ayant des besoins spéciaux. En cas de doute, il est fortement recommandé de consulter un professionnel de la santé. Cependant, il est souvent utile que les deux parents soient en mesure de fournir des soins, afin d'offrir un répit au parent chez qui réside principalement l'enfant ayant des besoins spéciaux.

Violence familiale

Dans certaines familles, il y a eu de la violence entre les parents. La violence entre les conjoints, même celle qui n'est pas vue ou entendue par l'enfant, expose celui-ci à des risques sur le plan affectif. Par ailleurs, les parents qui sont violents envers leur conjoint risquent aussi de maltraiter leurs enfants. Dans ces familles, les plans parentaux devraient comprendre des dispositions qui protègent l'enfant, notamment en prévoyant des transitions dans des lieux neutres et un contact limité entre les parents. Dans certains cas, il se peut que les contacts avec un parent violent doivent être supervisés ou suspendus. De plus, les plans parentaux devraient prévoir un plan de counseling ou de traitement pour l'enfant afin de remédier aux effets néfastes de la violence familiale sur l'enfant.

Dans les situations où l'un des parents fait usage de la coercition et d'un contrôle violents à l'égard de l'autre parent, domine son conjoint ou inspire la peur, les parents ne devraient pas élaborer leur propre plan. Le plan devrait plutôt être imposé par le tribunal. Celui-ci devrait songer à y inclure des dispositions prévoyant des services de soutien pour la victime et l'enfant et des interventions pour l'auteur de la violence, les conditions relatives aux contacts de l'auteur de la violence avec l'enfant, ainsi que les conséquences de la violation d'une ordonnance. Il est particulièrement important pour les victimes de violence d'obtenir une assistance juridique. [Aide juridique Ontario fournit gratuitement une assistance juridique](#) aux victimes de violence familiale pour les aider à comprendre leur position et leurs droits, notamment en ce qui concerne la violence familiale et le statut d'immigration. Si les parents sont parties à une instance criminelle, une instance en matière de protection de l'enfance ou une autre instance qui soulève des questions de violence familiale, cela peut avoir une incidence sur la participation à

la médiation ou à d'autres processus de règlement des différends familiaux, en plus de limiter le contenu du plan parental.

Cependant, il faut aussi comprendre que, même si un parent a été violent, à long terme, les enfants veulent souvent avoir une relation avec ce parent et peuvent tirer profit de cette relation, pourvu que le parent ait reconnu son comportement violent et y ait remédié et que des mesures soient prises pour assurer la sécurité et le bien-être des enfants.

Statut d'immigration et vulnérabilité intersectionnelle

Dans certaines familles, l'un des parents ou les deux peuvent être des immigrants ou des réfugiés ou se trouver au Canada sans statut d'immigration. Ces parents et leurs enfants font souvent face à des formes de stress économique, social et émotionnel. Dans certains cas, il existe des traumatismes, sans doute attribuables à des expériences vécues avant l'arrivée au Canada, ainsi que des risques de violence



familiale ou de mauvais traitements au Canada. Dans d'autres cas, il se peut que des membres de la communauté ou de la parenté exercent des pressions sur les parents vulnérables – surtout les mères – pour qu'ils restent dans une relation de violence.

Dans de tels cas, les parents affichent souvent une « vulnérabilité intersectionnelle » et font face à de la discrimination ou à des désavantages interactifs et complexes qui sont fondés sur la race, le sexe, la situation économique, le statut d'immigration ainsi que d'autres facteurs qui les rendent particulièrement vulnérables lorsqu'ils tentent d'établir des plans parentaux et de conclure des arrangements économiques après

la séparation. Il est particulièrement important pour les parents vulnérables aux prises avec des défis intersectionnels d'avoir des soutiens appropriés au moment d'établir des plans parentaux; ces soutiens peuvent être offerts par des organismes comme les refuges pour victimes de violence familiale et les organisations qui aident les nouveaux arrivants au Canada, ainsi que par des avocats. [Aide juridique Ontario fournit gratuitement une assistance juridique](#) aux victimes de violence familiale pour les aider à comprendre leur position et leurs droits, notamment en ce qui concerne la violence familiale et le statut d'immigration.

Les parents qui sont des immigrants ou des réfugiés ou qui n'ont pas de statut d'immigration ont souvent des liens avec d'autres pays. Les plans parentaux de ces familles peuvent nécessiter un examen non seulement des lois canadiennes, mais aussi des traités internationaux, notamment lorsqu'il s'agit de prendre des dispositions concernant les voyages ou un déménagement important. Les parents et les fournisseurs de services sont priés de faire preuve de prudence et d'obtenir des

conseils professionnels et juridiques avant de finaliser leurs ententes. De telles questions dépassent la portée du présent Manuel.

Parents toxicomanes ou ayant des problèmes de santé mentale

Les problèmes de santé mentale ou de toxicomanie peuvent nuire à l'exercice du rôle parental si un parent n'est pas disponible sur le plan émotionnel, ne peut adéquatement faire la discipline et établir des limites, ou ne peut offrir un environnement sécuritaire pour les enfants. Dans de tels cas, il pourrait être nécessaire d'envisager d'autres arrangements parentaux, comme une intervention thérapeutique, du temps parental surveillé ou du temps parental limité, jusqu'à ce qu'il ait été répondu aux préoccupations de façon satisfaisante. Il se peut que des protocoles doivent être mis en place en vue d'une surveillance continue ou périodique ou du rétablissement ou de l'augmentation progressive du temps parental.

Si un parent ayant des problèmes de santé mentale ou de toxicomanie se conforme à son plan de traitement, ou si l'exercice de son rôle parental n'est pas entravé, le temps parental régulier peut être mis en place ou rétabli. Dans plusieurs cas, il est utile d'adopter une planification proactive pour être prêt en cas de rechute, avec des dispositions concernant la responsabilité du parent de faire part de sa rechute, ainsi que les arrangements qui seront en place pour assurer la sécurité des enfants (p. ex. dispositions relatives à la surveillance, passage au temps parental virtuel, suspension temporaire des contacts) pendant que le parent prend les mesures nécessaires pour remédier à la situation. Les parents devraient également se demander si leurs enfants tireraient profit de programmes psychoéducatifs qui les aideraient à comprendre les problèmes que connaît leur parent; dans de nombreuses situations, cela peut constituer un élément important de la planification de la sécurité.

À moins que le parent ayant des problèmes de santé mentale ou de toxicomanie ne reconnaisse l'état dans lequel il se trouve et l'effet de ses problèmes sur l'exercice de son rôle parental, il se peut que les tribunaux doivent participer à l'établissement d'un plan parental. Cependant, il faut aussi comprendre que, même si un parent a des problèmes de santé mentale ou de toxicomanie, à long terme les enfants veulent souvent avoir une relation avec ce parent et peuvent tirer profit de cette relation si les problèmes sont convenablement réglés.

Parents incarcérés

Il y a beaucoup d'enfants dont l'un des parents, ou les deux, sont incarcérés à un moment ou un autre pendant que les enfants sont mineurs. Un parent incarcéré est encore le parent d'un enfant et, dans plusieurs cas, l'enfant a le droit et le besoin affectif de rester en contact avec le parent, surtout si les liens entre le parent et l'enfant étaient solides avant l'incarcération.

Bien qu'un enfant puisse bénéficier d'un certain contact avec un parent incarcéré, sauf ordonnance du tribunal, le parent non incarcéré n'est habituellement pas tenu d'emmener l'enfant rendre visite au parent incarcéré en prison. Si les parents sont séparés, il faut établir un plan parental qui tient compte de la durée de la peine d'emprisonnement, de la nature de la relation parent-enfant avant l'incarcération, de la distance entre le domicile de l'enfant et la prison, des restrictions en matière de sécurité à la prison, de l'âge et des besoins développementaux de l'enfant, ainsi que de la disponibilité des membres de la parenté ou d'autres personnes qui sont disposés à faciliter les contacts. Il se peut que des visites en personne soient appropriées, peut-être facilitées par un grand-parent ou un autre membre de la parenté. Les parents devraient continuer à encourager les contacts écrits et par téléphone lorsque des visites en personne ne sont pas appropriées.

ALIMENTS POUR ENFANT

Les enfants ont besoin du soutien financier des deux parents, même après la séparation ou le divorce, et les deux parents ont l'obligation conjointe de fournir ce soutien en fonction de leurs capacités. Le terme « aliments pour enfant » désigne le montant qu'un parent paie à l'autre pour le soutien financier d'un enfant.

Le calendrier parental et le plan parental devraient être établis en fonction d'une évaluation des besoins et de l'intérêt des enfants. Cependant, les parents devraient savoir que certains arrangements parentaux auront une incidence sur les obligations d'aliments pour enfant et sur le droit à certaines prestations gouvernementales. En particulier, si le calendrier parental est établi de manière que l'enfant passe au moins 40 % du temps avec chacun de ses parents, il pourrait en résulter une situation de « garde partagée » ou de « temps parental partagé » pour l'application des *Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants*, ce qui pourrait avoir une incidence sur le droit à l'Allocation canadienne pour enfants et au crédit pour une personne à charge admissible aux fins de l'impôt.

Bien qu'une discussion des aliments pour enfant dépasse la portée du présent *Manuel du plan parental*, certaines des questions abordées dans le plan parental peuvent avoir une incidence sur le montant de la pension alimentaire pour enfant à verser, tandis que le paiement d'aliments pour enfant peut avoir une incidence sur la capacité des parents et des enfants de participer à des activités liées au plan parental. Il y a des parents qui décident aussi d'aborder certaines ou la totalité des questions relatives aux aliments pour enfant dans le plan parental.

Pour déterminer les aliments pour enfant qui sont payables dans différentes circonstances, veuillez examiner les documents de [Justice pas-à-pas \(Éducation juridique communautaire Ontario\) sur les pensions alimentaires pour enfants](#) et consulter les [lignes directrices et les feuilles de travail fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants](#).

RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES POUR LES PARENTS AU SUJET DES PLANS PARENTAUX

[Ressources du gouvernement fédéral concernant les plans parentaux après la séparation](#)

[Justice pas-à-pas \(Éducation juridique communautaire Ontario\) : responsabilités décisionnelles des enfants, temps parental et contact](#)

TERMINOLOGIE

Les définitions ci-dessous peuvent vous aider à comprendre les termes juridiques liés au rôle parental. Il ne s'agit pas de définitions juridiques. Si vous souhaitez obtenir les définitions juridiques de ces termes, nous vous invitons à consulter un avocat ou un [site Web bénéficiant du soutien du gouvernement](#).

accès (ou temps de visite)

Terme utilisé avant mars 2021 dans la *Loi sur le divorce* et la législation provinciale pour décrire soit le temps qu'un parent qui n'a pas la « garde » (ou qui n'est pas le pourvoyeur principal de soins) d'un enfant passe avec celui-ci, soit le droit de ce parent de passer du temps avec l'enfant; le parent ayant l'accès avait aussi le droit de demander et de recevoir des renseignements sur la santé, l'éducation et le bien-être de l'enfant. Bien que les termes « accès » et « droits de visite » soient encore utilisés dans certains ressorts, il est préférable d'utiliser les termes « temps parental » et « calendriers parentaux ».

accord de séparation

Document écrit qui fait état d'une entente entre des parents séparés ou en instance de divorce au sujet des questions juridiques auxquelles ils font face, dont le partage des biens, les aliments et, habituellement, les questions parentales. Le document a des effets juridiques et il est souvent intégré à une ordonnance judiciaire sur consentement. Un plan parental peut être intégré à l'accord de séparation ou y être joint ou peut être un document distinct complet.

aliénation

Voir « aliénation parentale » et « comportements aliénants des parents » ci-dessous.

aliénation parentale

Situation dans laquelle la résistance de l'enfant à des contacts avec un parent, ou son refus d'avoir de tels contacts, est considéré comme étant largement fondé sur les attitudes et comportements négatifs de l'autre parent plutôt que sur l'expérience réelle de l'enfant avec le parent rejeté.

arbitrage

Les deux parents conviennent de laisser une personne neutre – l'arbitre – trancher des questions liées au rôle parental, après la tenue d'un genre d'audience. L'arbitre agit un peu comme un juge, mais le processus est moins formel qu'une audience devant le tribunal. Les parents doivent payer pour l'arbitrage; les arbitres sont souvent des avocats spécialisés en droit de la famille ou des professionnels de la santé mentale chevronnés.

arrangements parentaux

Les arrangements que font les parents pour s'occuper de leurs enfants après leur séparation ou leur divorce. S'entend notamment des arrangements quant à savoir où vivront les enfants et qui sera responsable de prendre les décisions importantes au sujet de questions comme le choix d'école, l'éducation religieuse, les soins médicaux et les activités parascolaires des enfants. Les arrangements parentaux étaient traditionnellement appelés « garde » et « accès », mais ces termes, avec leurs connotations liées aux biens, sont de moins en moins utilisés.

Bureau de l'avocat des enfants (BAE)

Bureau du gouvernement de l'Ontario qui peut intervenir dans un différend parental à la demande du tribunal et effectuer une évaluation (appelée « enquête clinique »), préparer un rapport sur la voix de l'enfant et désigner un avocat (parfois épaulé par un clinicien) pour l'enfant. Le Bureau ne facture rien aux parents pour ses services, mais il est libre de décider si ou comment il intervient dans un dossier. Le Bureau compte tant des avocats que des cliniciens au sein de son personnel. De plus, il tient une liste d'avocats et de cliniciens en pratique privée qui, pour le compte du Bureau, fournissent de tels services aux enfants et aux familles partout dans la province.

comportements aliénants des parents

S'entend d'un ensemble de comportements et de stratégies visant à dénigrer, limiter ou entraver la relation de l'enfant avec l'autre parent ou des membres de sa famille élargie. Ces comportements et stratégies peuvent ou non mener à l'aliénation parentale. (Voir aussi « aliénation parentale ».)

conseiller

Personne formée pour fournir des avis ou des conseils sur des questions personnelles, comme le rôle parental après la séparation ou le divorce. Les conseillers peuvent avoir de l'expérience dans différents domaines, comme le travail social ou la psychologie.

conseiller parental

Personne qui aide les parents à adopter de nouvelles stratégies, idées et attitudes à l'égard de leur rôle parental. Les conseillers parentaux mettent l'accent sur l'avenir et aident les parents à acquérir des habiletés leur permettant de résoudre leurs problèmes.

contact

Terme utilisé dans la *Loi sur le divorce* et la *Loi portant réforme du droit de l'enfance* pour désigner une disposition d'un plan parental ou d'une ordonnance judiciaire permettant à une personne qui n'est pas un parent de l'enfant – comme

un grand-parent – de rendre visite à l'enfant ou de communiquer régulièrement avec celui-ci.

coordonnateur parental

Professionnel – habituellement un travailleur social ou un avocat spécialisé en droit de la famille – qui rencontre les parents pour régler les différends concernant la mise en œuvre de leur plan parental.

droit collaboratif

Les deux parents, leurs avocats et tout autre professionnel s'occupant du dossier conviennent de coopérer pour en arriver à une entente. Dans le cadre du processus de collaboration, les deux parents acceptent de ne pas déposer de requête au tribunal. Il y a un incitatif à conclure une entente, car si le processus de collaboration ne mène pas à une entente, les avocats collaboratifs ne peuvent représenter les parents devant le tribunal et ces derniers doivent tous les deux retenir les services de nouveaux avocats.

dynamique de la résistance / du refus

La résistance d'un enfant face à un parent n'est pas nécessairement attribuable à l'aliénation parentale (voir « aliénation parentale »), mais peut résulter de la conduite de ce parent ou d'autres facteurs, notamment un degré de conflit élevé entre les parents. Les parents qui ont des préoccupations au sujet de l'aliénation devraient obtenir l'aide d'un avocat ou d'un professionnel de la santé mentale ayant l'habitude de traiter ces cas complexes.

évaluation (ou évaluation du plan parental ordonnée par le tribunal)

Processus dans le cadre duquel un travailleur social, un psychologue ou un psychiatre est désigné par le tribunal pour recueillir des renseignements et présenter des recommandations au sujet d'un plan parental au juge et aux parents. Il s'agit d'une évaluation professionnelle qui porte sur l'intérêt des enfants. L'évaluateur parlera aux enfants pour obtenir leurs points de vue et les observera probablement interagir avec chacun des parents; il s'entretiendra aussi avec les parents. Selon les qualifications de l'évaluateur, le processus pourrait comprendre des tests psychologiques. En Ontario, les évaluations sont effectuées en vertu de l'art. 30 de la *Loi portant réforme du droit de l'enfance* et sont payées par les parents.

famille recomposée

Famille composée de deux parents qui ont des enfants nés de relations différentes; elle peut aussi comprendre un enfant né de la relation actuelle.

famille reconstituée

Famille dans laquelle au moins un des parents a un enfant né d'une relation précédente.

garde

Terme traditionnellement utilisé pour décrire le droit d'un parent de prendre toutes les décisions importantes au sujet de l'enfant et d'être le parent chez qui réside l'enfant. On utilisait aussi le terme « garde exclusive ». Le concept a évolué de manière à comprendre les arrangements relatifs à la garde conjointe, la garde partagée et la garde scindée. Bien que le terme figure dans les ordonnances rendues et les ententes conclues avant mars 2021, la législation actuelle a recours à des concepts plus nuancés et axés sur l'enfant, comme le temps parental et la responsabilité décisionnelle.

garde exclusive (voir « responsabilité décisionnelle exclusive »)

Terme traditionnellement utilisé lorsqu'un parent avait le droit de prendre les décisions importantes au sujet de questions comme l'éducation, la religion et les soins de santé de l'enfant; l'enfant résidait principalement chez ce parent. Bien que ce terme figure dans les ordonnances rendues et les ententes conclues avant le 1^{er} mars 2021, il ne figure pas dans la législation canadienne actuelle.

intérêt de l'enfant

Les arrangements parentaux conclus en vertu de la *Loi sur le divorce* ou de la *Loi portant réforme du droit de l'enfance* de l'Ontario doivent être faits dans l'intérêt de l'enfant. Cela veut dire qu'ils doivent le mieux favoriser le développement, le bonheur et la réussite de l'enfant. Pour déterminer l'intérêt de l'enfant, il faut prendre en considération de nombreux facteurs, dont les suivants :

- l'âge et le stade de développement de l'enfant;
- les besoins spéciaux de l'enfant, le cas échéant;
- les rapports de l'enfant avec chaque parent;
- les rapports de l'enfant avec ses frères et sœurs, ses grands-parents et d'autres membres de la famille élargie;
- les arrangements relatifs aux soins de l'enfant avant la séparation;
- le point de vue et les préférences de l'enfant;
- la capacité de chaque parent de prendre soin de l'enfant;
- la capacité des parents de collaborer et de communiquer au sujet des questions liées à leur rôle parental;
- la volonté de chaque parent de favoriser la relation de l'enfant avec l'autre parent;
- l'éducation culturelle, linguistique et religieuse de l'enfant, notamment tout patrimoine autochtone;

- les questions qui peuvent avoir une incidence sur la sécurité de l'enfant et les capacités parentales de l'un ou l'autre des parents, comme la violence familiale, la toxicomanie, ou de graves problèmes de santé mentale.

intersectionnalité

Terme utilisé pour décrire trois aspects de l'expérience vécue : une référence aux identités personnelles comme la race, la classe, le sexe, l'âge, la capacité, l'orientation sexuelle, l'ethnicité et la culture; les structures sociales d'oppression qui ont une incidence sur ces identités; et la façon dont ces identités et structures sociales se croisent et interagissent.

Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants

Le règlement pris en application de la *Loi sur le divorce* et de la *Loi sur le droit de la famille* qui s'applique lorsqu'il s'agit de fixer les montants de la pension alimentaire pour enfant qu'un parent doit payer à l'autre. Les *Lignes directrices* sont constituées d'une série de règles et de tableaux que les tribunaux doivent suivre lorsque les juges fixent le montant des aliments pour enfant. [Il y a des renseignements en ligne au sujet de la détermination des aliments pour enfant en vertu des *Lignes directrices*.](#)

Loi portant réforme du droit de l'enfance (LPRDE)

La loi ontarienne qui traite des questions parentales après la séparation. Elle s'applique aux parents qui n'étaient pas des couples mariés et peut s'appliquer aux parents mariés qui se sont séparés mais qui ne divorcent pas. Ses dispositions sont identiques à celles qui s'appliquent aux parents qui étaient mariés et qui divorcent, mais la *LPRDE* contient des dispositions supplémentaires qui traitent de questions de procédure applicables à toutes les causes portant sur les responsabilités parentales, par exemple pour permettre au tribunal d'ordonner une évaluation.

Loi sur le divorce

La loi fédérale qui établit les règles relatives au divorce permettant de mettre légalement fin à un mariage. Pour ceux qui obtiennent un divorce, elle régit également les questions relatives au rôle parental et aux pensions alimentaires. D'importantes modifications apportées aux dispositions sur le rôle parental de la *Loi sur le divorce* sont entrées en vigueur le 1^{er} mars 2021 (projet de loi C-78).

médiation

Processus dans le cadre duquel une tierce partie neutre aide les parents à conclure une entente au sujet de questions liées à la séparation ou au divorce, comme leurs arrangements parentaux. Les médiateurs ne sont pas des conseillers matrimoniaux et ne peuvent imposer une décision aux parents. Certains avocats spécialisés en droit de la famille offrent également des services

de médiation, mais un avocat qui agit comme médiateur ne peut fournir de conseils juridiques à l'une ou l'autre des parties à la médiation.

mode substitutif de résolution des différends (MSRD)

Voir « règlement des différends familiaux » ci-dessous.

négociation

Discussions pour tenter de trouver un compromis ou une entente sur les questions parentales. Les parents peuvent négocier entre eux ou avec l'aide de leurs avocats.

ordonnance du tribunal

Décision écrite rendue par un juge. Les parents doivent suivre ce que dit l'ordonnance. Il est possible de modifier une ordonnance judiciaire en se présentant de nouveau devant le tribunal pour lui demander d'y apporter des modifications, mais seulement s'il y a de bonnes raisons de le faire ou si les parents s'entendent à cet égard.

ordonnance sur consentement

Les deux parents s'entendent sur certaines questions et un juge rendra une ordonnance fondée sur leur entente.

parent chez qui résident les enfants

Lorsque les enfants sont chez le parent A, celui-ci peut être appelé « parent chez qui résident les enfants »; lorsqu'ils sont chez l'autre parent, c'est ce dernier qui est appelé « parent chez qui résident les enfants ». Ce terme est couramment utilisé dans certaines clauses du plan parental, comme l'illustre le *Modèle de plan parental de l'AFCC-O*.

parent résidentiel primaire

Si l'enfant passe la grande majorité du temps avec un parent, celui-ci peut être appelé le parent résidentiel primaire. Il se peut que l'autre parent ait quand même la responsabilité partagée de prendre les décisions parentales.

parent suffisamment bon

Terme utilisé pour décrire un parent qui peut assurer la sécurité physique de son enfant et qui, la plupart du temps, peut répondre à ses besoins affectifs. Le terme met l'accent sur la notion selon laquelle les parents n'ont pas besoin d'être parfaits et ne s'attendent pas non plus à ce que leurs enfants ou l'autre parent le soient.

plan parental

Document écrit décrivant la façon dont les parents élèveront leurs enfants après la séparation ou le divorce.

plan parental progressif

S'entend d'un plan parental qui peut être envisagé comme un escalier : le parent qui participe traditionnellement moins aux soins de l'enfant passe progressivement de plus en plus de temps avec l'enfant à mesure que le parent acquiert de l'expérience et que le parent et l'enfant sont plus à l'aise de passer de plus longues périodes ensemble. Un tel plan permet également à l'enfant de s'habituer progressivement à passer de plus longues périodes en l'absence du parent auquel il était peut-être le plus attaché.

prise de décisions parentales

Voir « responsabilité décisionnelle »

professionnel de la santé mentale

Professionnel qui fournit des services de santé mentale. S'entend notamment d'un travailleur social, d'un psychologue ou d'un psychiatre. Certains de ces professionnels possèdent une expertise particulière dans les cas de séparation et de divorce et peuvent être bien placés pour fournir des services d'évaluation, de médiation ou de counseling dans ces types de cas.

rapport sur la voix de l'enfant (aussi appelé « rapport sur l'opinion de l'enfant »)

Rapport habituellement préparé par un travailleur social, qui résume les résultats de deux entretiens avec un enfant, celui-ci étant emmené à chaque entretien par un parent différent. L'enfant rencontre seul le travailleur social. Le rapport met l'accent sur les points de vue et préférences de l'enfant et ne comprend pas de recommandation au sujet des responsabilités parentales de la part d'un PSM ou d'un autre professionnel dûment formé du système de justice familiale.

règlement des différends familiaux

Le terme désigne diverses façons de régler un différend sans qu'un juge n'établisse de plan pour les parents. Il y a différents types de règlement extrajudiciaire des différends, notamment la négociation, la coordination parentale, le droit collaboratif et l'arbitrage. La médiation est une forme de règlement extrajudiciaire des différends, mais en Ontario, partout dans la province, des services de médiation affiliés aux Cours de la famille sont disponibles sans frais pour les personnes à faible revenu et en fonction du revenu pour d'autres personnes.

Le terme « mode substitutif de résolution des différends » (MSRD) est également utilisé pour décrire le règlement extrajudiciaire des différends, comme la médiation, le droit collaboratif, la coordination parentale ou l'arbitrage.

relation coparentale

Le type de relation entre des parents séparés ou divorcés qui ont l'intention de répondre conjointement aux besoins de l'enfant dont ils se partagent la responsabilité. Il existe de nombreux types de relations coparentales et une multitude de façons dont les parents se partagent le temps parental et les responsabilités parentales.

responsabilité décisionnelle

La responsabilité décisionnelle des parents est la responsabilité de prendre les décisions importantes au sujet du bien-être de leurs enfants, notamment celles qui ont trait à :

- leurs soins de santé;
- leur éducation;
- leur culture, langue, religion ou spiritualité;
- leurs activités parascolaires importantes.

Les décisions importantes peuvent être prises de plusieurs façons, notamment comme suit :

- *responsabilité décisionnelle conjointe* : les parents se consultent et prennent les décisions ensemble;
- *responsabilité décisionnelle avec consultation* : un des parents est responsable des décisions finales, mais doit consulter l'autre avant de prendre une décision et doit l'informer de la décision;
- *responsabilité décisionnelle exclusive* : un des parents prend les décisions et en informe l'autre;
- *responsabilité décisionnelle partagée (parallèle)* : les parents se partagent la responsabilité des décisions (par exemple, un des parents prend les décisions relatives à la santé et la religion, tandis que l'autre est responsable des autres décisions, par exemple en ce qui a trait à l'éducation).

responsabilité décisionnelle exclusive

Un parent prend les décisions importantes au sujet de questions comme l'éducation, la religion et les soins de santé de l'enfant; en règle générale, l'enfant vit principalement chez ce parent.

responsabilité décisionnelle conjointe (anciennement appelé « garde conjointe »)

Les deux parents se partagent la responsabilité légale de l'enfant et prennent ensemble les décisions importantes au sujet de l'enfant.

responsabilité décisionnelle partagée

Concept social – plutôt qu'un terme juridique – qui décrit une situation dans laquelle les deux parents passent beaucoup de temps avec l'enfant et se partagent la prise de décisions. Au Canada, les termes « responsabilités parentales partagées » et « temps parental partagé » sont de plus en plus utilisés comme synonymes pour décrire les situations dans lesquelles chacun des parents avait l'enfant avec lui au moins 40 % du temps.

rôle de gardien

S'entend des comportements et attitudes d'un fournisseur de soins qui soit facilite et soutient la relation de l'enfant avec l'autre parent, soit restreint et limite le rôle de l'autre parent. Bien qu'il soit préférable que le gardien adopte des stratégies de facilitation et de soutien pour bâtir de saines relations coparentales et parent-enfant, il pourrait devoir jouer un rôle de « gardien protecteur » et limiter les contacts de l'enfant avec un parent en raison de préoccupations liées à la violence ou à la négligence.

services et programmes de justice familiale

Programmes ou services visant à aider les familles à gérer une séparation ou un divorce. Par exemple, il y a la médiation, les programmes d'information pour les parents, les programmes d'accès surveillé et les programmes d'exécution des ordonnances alimentaires.

temps parental

Le temps qu'un parent (ou une autre personne) passe avec un enfant en vertu d'une entente ou d'une ordonnance judiciaire. La personne à qui est attribué du temps parental a la responsabilité de prendre les décisions quotidiennes concernant l'enfant qui se trouve avec elle, comme celles se rapportant à l'alimentation et à la discipline. Le temps parental est habituellement partagé entre les parents selon un calendrier parental.

temps parental partagé (anciennement appelé « garde partagée »)

Un enfant vit au moins 40 % du temps chez chacun de ses parents. Cela peut avoir une incidence sur le montant de la pension alimentaire pour enfant payable en vertu de l'art. 9 des *Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants*.

temps parental scindé (anciennement appelé « garde scindée »)

Arrangement dans le cadre duquel au moins un ou plusieurs enfants résident la plupart du temps (au moins 60 % du temps) chez un parent, tandis qu'un ou

plusieurs enfants vivent principalement chez l'autre parent. Il s'agit d'un arrangement que l'on retrouve dans environ un cas sur vingt au Canada.

violence familiale

Violence contre les enfants ou les adultes dans une famille. Il peut s'agir de violence physique, sexuelle, financière ou psychologique. La négligence peut aussi être une forme de violence familiale.



afccontario.ca
info@afccontario.ca

décembre, 2021

Illustrations : © Norbert Buchholz | Dreamstime.com